

Les conséquences de l'échec de Seattle planent sur les négociations de l'OMC

Deux mois après la débâcle de Seattle, les Membres de l'OMC commencent prudemment à rassembler les morceaux. De nombreuses analyses ont fait ressortir différentes causes de l'échec des négociations, parmi lesquelles on peut relever: les divisions réelles et profondes concernant le champ des nouvelles négociations; une préparation inadéquate à Genève, qui a encouragé l'inflexibilité et a entraîné le fait que de nombreuses questions clés n'étaient pas mûres pour des négociations; des procédures de négociations imparfaites; le manque de temps; le lien avec les normes de travail, sous l'impulsion de la politique électorale américaine, ainsi que les manifestations et les émeutes dont on a beaucoup fait écho.

Une première tentative d'analyser les conséquences de Seattle, le 17 décembre, durant la réunion du Conseil général, s'est soldée par des accusations virulentes. Finalement, l'examen du suivi de Seattle a été repoussé à la première session du Conseil général en 2000.

Depuis lors, Mike Moore, Directeur général de l'OMC a mené une série de consultations informelles avec les Membres sur les moyens de progresser, particulièrement en ce qui concerne l'amélioration des structures de prise de décisions et de négociations de l'OMC, et la façon de traiter de l'expiration des délais ainsi que des dispositions dans les accords de l'OMC. Ces questions devaient être abordées par le biais de décisions ministérielles à Seattle.

Démarrage des négociations du programme incorporé

La réunion du Conseil général, les 7 et 8 février, a été marquée par une atmosphère plus constructive. Les Membres ont convenu de démarrer les négociations du programme incorporé sur l'agriculture et les services respectivement les 23 et 24 mars et le 21 février en se fondant sur les dispositions de ces accords. Les pourparlers auront lieu lors de sessions spéciales du Comité de l'agriculture et du Conseil du commerce des services, devant se tenir consécutivement aux sessions normales des deux organes.

Il est peu probable que les premières sessions démarrent par des négociations de fond, mais elles tenteront de trouver un accord sur un mandat, un programme de travail et des règles de procédure.

Les négociations sur les services seront présidées par l'Ambassadeur Sergio Marchi du Canada, qui, le 8 mai, a été élu Président du Conseil du commerce des services. Un Vice Président sera nommé par la suite, pour mener les réunions régulières du Conseil. Les nominations respectives pour le Comité de l'agriculture devraient se décider au courant du mois de mars.

Première étape pour restaurer la confiance : les PMA

Les Membres de l'OMC ont convenu qu'il fallait traiter en priorité au moins certaines des préoccupations clés des pays en développement, afin de restaurer la confiance dans l'équité du système commercial multilatéral et de ramener l'équilibre à l'OMC en tant qu'institution. Durant la réunion du Conseil général, les 7 et 8 février, un certain nombre de questions ayant une importance particulière pour les pays en développement figuraient à l'ordre du jour, certaines émanant directement des affaires à régler à Seattle, notamment des initiatives visant à une meilleure intégration des pays les moins avancés (PMA) au système commercial multilatéral.

Le Directeur général de l'OMC a exposé les mesures prises dans cette direction au cours des dernières semaines, mettant l'accent sur le fait que les mesures visant l'élargissement de l'accès aux marchés et la constitution de capacités ne devaient «jamais être perçues comme une contrepartie ou un moyen de pression pour obtenir un accord sur une nouvelle série de négociations».

A Seattle, l'Union européenne (UE) et le Japon ont proposé un accès en franchise et sans contingentement à «essentiellement tous» les produits des PMA, mais n'ont pas été en mesure d'obtenir l'accord des Etats-Unis et du Canada. Dans la proposition de l'UE, certains produits agricoles «sensibles» devaient être exclus, alors que les Etats-Unis cherchaient à en écarter les textiles. Ces derniers ont plutôt mis l'accent sur leur législation en instance qui accroîtrait l'accès aux marchés pour les pays d'Afrique subsaharienne et des Caraïbes qui «se réforment», ainsi qu'une plus grande assistance technique en faveur des PMA. Les consultations continuent entre le Directeur général et les Membres de l'OMC concernant un «train de mesures» en faveur des PMA. Un rapport de la situation est attendu en avril prochain.

Prorogation des périodes de transition

Les délais de mise en conformité avec plusieurs accords de l'OMC restent une préoccupation majeure pour la plupart des pays en développement, dont les périodes de transition pour une mise en conformité totale avec l'Accord concernant les droits de propriété intellectuelle touchant au commerce (ADPIC), l'Accord sur les mesures concernant l'investissement et touchant au commerce (MIC) et l'Accord sur l'évaluation en douane, ont expiré le 1^{er} janvier 2000. Les PMA bénéficient de plus de flexibilité pour certaines des dispositions. Il y a eu quelques progrès à Seattle dans la prise en compte de ces questions, mais la plupart des

Sommaire

Les Conséquences de l'échec de Seattle planent sur les négociations de l'OMC	1
La CNUCED X : Un nouveau souffle	3
Echec de la troisième Conférence ministérielle de l'OMC : analyse et perspectives	5
Sortir de la banalisation des relations entre les pays ACP et l'Union européenne	7
Afrique : agriculture et commerce, quelle orientation après Seattle ?	9
Nouvelles de l'OMC	11
Calendrier et ressources documentaires	24

Les conséquences de l'échec de Seattle... (suite de la page 1)

revendications majeures sont loin d'avoir été satisfaites: Les Etats-Unis en particuliers ont continué à s'opposer à une prorogation générale des délais des ADPIC et des MIC, et ont déclaré qu'ils examineraient au mieux au cas par cas. Dans son propre projet de déclaration, l'Union européenne a proposé une extension de trois ans des périodes de transitions de l'Accord sur les mesures sanitaires et phytosanitaires et de l'Accord sur l'évaluation en douane ainsi qu'une extension de deux ans de l'Accord sur les MIC.

Pour les ADPIC, l'UE a proposé d'agréer le droit aux pays en développement à délivrer des licences obligatoires pour les médicaments figurant sur la liste des médicaments essentiels de l'OMS, de prendre en considération les relations entre la Convention sur la diversité biologique et l'Accord sur les ADPIC et de clarifier l'effet de l'article 27.3(b) concernant la brevetabilité des végétaux et des animaux, ainsi que des procédés essentiellement biologiques d'obtention des végétaux et des animaux.

Lors de la réunion du Conseil général tenue les 7 et 8 février, les périodes de transition ont fait l'objet de débat, cependant, aucune décision sur les prorogations générales n'a été prise. Les pays en développement cherchent un accord multilatéral sur un délai de trois à cinq années supplémentaires avant une mise en conformité totale, mais n'ont jusqu'ici réussi qu'à obtenir un «gentleman's agreement» au terme duquel leurs mesures non conformes ne seront pas contestées tant que les partenaires commerciaux n'auraient pas réexaminé leurs demandes spécifiques individuelles.

Les consultations se poursuivront sur la question, qui sera à l'ordre du jour de la prochaine réunion du Conseil général, prévue le 3 mai.

Autres questions de mise en œuvre

Avant et durant la Conférence ministérielle, un grand nombre de pays en développement se sont opposés à l'inclusion de toutes «nouvelles questions» au programme incorporé, du moins jusqu'à ce qu'un accord pour prendre en compte les déséquilibres dans les règles et les dispositions existantes de l'OMC soit obtenu.

Ces revendications ont été regroupées dans le cadre général de la «mise en œuvre». Outre la prorogation des délais, elles incluaient des modifications à apporter à certaines règles existantes et un réexamen de la mise en œuvre, par les pays industriels, des Accords et des dispositions favorables aux pays en développement. La mise en œuvre de l'Accord sur les textiles et les vêtements, ainsi que l'Accord sur l'antidumping étaient des priorités particulières.

Le projet de Déclaration de Seattle aurait créé un «Mécanisme spécial» relevant du Conseil général pour prendre en compte les «questions restantes relatives à la mise en œuvre des Accords existants». Le processus devait être achevé en un an, et les Ministres du commerce devaient réexaminer les résultats et prendre «des décisions appropriées» sur les questions en suspens à la quatrième Conférence ministérielle de l'OMC.

La plupart des Membres de l'OMC reconnaissent qu'ils devraient se pencher sur la mise en œuvre des accords existants – au-delà des questions urgentes de délais – dans le cadre de l'effort de restauration de la confiance, mais il reste à définir le lieu et la manière pour ce faire. Durant la réunion du Conseil général de février 2000, il

n'y a pas eu de débat sur les questions plus larges de mise en œuvre, mais des consultations informelles sont en cours entre les Membres sur la façon d'aborder la question en l'absence d'une décision ministérielle.

L'Union européenne a développé sur le sujet une proposition qui – à l'exception des mesures visant les PMA – laisserait la résolution des questions les plus difficiles à une série de négociations plus larges. Il est probable que le Conseil général abordera la mise en œuvre comme une rubrique distincte de l'ordre du jour de sa réunion du 3 mai.

Textiles

Il a été manifeste, tout au long du processus tortueux de négociation de Seattle, qu'en année électorale, avec des milliers de syndicalistes dans les rues, les Etats-Unis n'accepteraient ni de réexaminer leur lente libéralisation du secteur des textiles, ni de se pencher sur l'antidumping.

Au cours d'un briefing sur l'ordre du jour américain en matière de commerce à l'OMC, devant le Comité des voies et moyens (Committee of Ways and Means) de la Chambre des Représentants, Charlene Barshefsky, Représentante américaine du commerce a déclaré le 8 février que les Etats-Unis faisaient face à leurs «engagements dans des domaines tels que les textiles».

Avec l'appui de la Hongrie, du Japon, de la Corée, de la Suisse et de la Turquie, l'Union européenne a proposé d'appliquer le niveau d'introduction progressive des taux de croissance sur les importations qui passeraient à l'étape trois à compter du 1^{er} janvier 2000, plutôt que du 1^{er} janvier 2002 et tel que négociés pour la troisième phase de l'Accord sur les textiles et vêtements. Cet Accord tel qu'il est actuellement, impose un accroissement du coefficient de croissance à 27% (de 25%) à compter de cette année.

Les pays en développement ont généralement considéré l'offre comme insuffisante. Ces pays tenaient spécialement à faire des progrès sur l'accès aux marchés pour les textiles et les vêtements, des exportations cruciales pour nombres de leurs économies. Ils soutiennent que la mise en œuvre restrictive des engagements des pays développés dans le domaine des textiles, conformément à l'Accord sur les textiles du Cycle d'Uruguay, associée à un large recours de ces pays aux mesures correctives (telles que les mesures antidumping), n'a abouti qu'à un accroissement minimal de l'ouverture des marchés – tout en renforçant les déséquilibres dans la concurrence entre pays développés et pays en développement.

Toutefois, le dernier Projet de déclaration ministérielle que l'on a vu à Seattle n'offre qu'un langage limité sur les textiles. Le langage proposé sur la mise en œuvre dans le texte du Président est tout à fait général. Certaines sources prévoyaient qu'en dépit de l'existence de ce texte, il est à craindre de retourner aux positions antérieures sur l'Accord sur les textiles et les vêtements, suppositions qui semblent se confirmer pour le moment avec la déclaration de la Représentante américaine du commerce citée plus haut.

Réforme institutionnelle

Un des facteurs qui ont contribué au fiasco de Seattle a été l'exaspération des petits pays à l'égard des procédures non transparentes en matière «d'établissement de consensus». Tout au long du pro-

(suite à la page 17)

CNUCED X : un nouveau souffle pour la CNUCED

Contrairement au faste et au cérémonial de la séance d'ouverture de la CNUCED X, la déception a été présente, de façon sous-jacente, lors de la séance de clôture, particulièrement chez les pays en développement. La CNUCED X était la première Conférence économique majeure après le fiasco de la réunion ministérielle de l'OMC à Seattle, en novembre 1999. En conséquence, l'OMC et les fonctions de cette institution ont dominé l'ordre du jour, d'une façon ou d'une autre, durant la Conférence. Les pays en développement espéraient que la CNUCED, bien que n'étant pas un forum de négociation commerciale, fournirait une opportunité de discuter des complexités de la mondialisation et du système commercial mondial en général, ainsi que de leurs besoins de développement et de l'incapacité de l'architecture financière actuelle à répondre à ces besoins en particulier.

Il a résulté des sept jours de négociation, parfois très intenses, beaucoup de bonne volonté, reflétée dans le Plan d'Action et la Déclaration de Bangkok, mais très peu d'avancées concernant ce que les gouvernements ont convenu de faire ou se sont engagés à faire par ailleurs. Tout espoir nourri par les gouvernements des pays en développement, de voir les pays développés, spécialement les Etats-Unis et l'Union européenne, disposés à prendre des mesures pratiques, après le fiasco de Seattle, pour s'attaquer aux problèmes des pays en développement dans le système commercial, a été anéanti, face à la détermination des pays développés à ne pas céder, même sur les généralités, dans de nombreux domaines tels que l'agriculture et les services.

Lors de la cérémonie d'ouverture, Rubens Ricupero, Secrétaire général de la CNUCED, a proposé que la CNUCED X examine tout particulièrement comment et pourquoi de larges portions de la population mondiale sont exclues des avantages de la mondialisation. Les pays en développement ont été très clairs et très éloquents, dans leur analyse des problèmes faisant obstacle à leur développement, et sur la nécessité de défendre et de protéger leurs intérêts nationaux, même quand ces pays aspirent à s'intégrer à l'économie mondiale. Les pays développés ont également clairement spécifié que la formule proposée par le consensus de Washington est la seule issue.

Clair Short, Secrétaire d'Etat du Royaume Uni pour le développement international, a fait remarquer aux pays en développement qu'en étant sur la défensive, ils rateront les opportunités actuellement offertes et que beaucoup d'entre eux, particulièrement les pays pauvres, seront exclus des avantages que la mondialisation pourrait leur apporter. En fait, concernant la débâcle de Seattle, elle a suggéré que ceux qui étaient opposés à une nouvelle série de négociations commerciales et à la façon dont l'OMC fonctionnait étaient, à son avis, opposés aux intérêts des pays en développement.

Selon Clair Short, beaucoup d'entre eux essayaient en fait de «sauver du développement» les pays en développement. Nous (pays développés) ne devrions pas permettre à ces voix de continuer à parler au nom des pays en développement.

Pour être juste, elle a averti qu'il ne pourrait pas y avoir une autre série de négociations commerciales tant que les pays en dévelop-

(suite à la page 4)

CNUCED X: Extraits de la Déclaration de Bangkok : Concertation mondiale et engagement dynamique *

Nous, Etats Membres de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), réunis à Bangkok, en Thaïlande, du 12 au 19 février 2000, pour la dixième session de la Conférence, convenons et déclarons :

- Nous sommes venus à Bangkok pour délibérer sur les stratégies de développement dans un monde de plus en plus interdépendant ; et sur la façon de faire de la mondialisation un instrument efficace du développement. Dans le contexte des opportunités créées par la révolution technologique, l'ouverture des marchés et la mondialisation, les objectifs majeurs de nos efforts ont été la promotion de la croissance et du développement durable et la quête de l'équité et de la participation pour tous. (...) Nous quittons Bangkok avec la conviction que nous serons en mesure d'avancer dans nos efforts visant à réaliser une coordination et une coopération plus efficaces entre les gouvernements et entre les institutions internationales, pour traiter de l'interdépendance mondiale et du développement.

- La mondialisation est un processus continu qui présente des opportunités, ainsi que des risques et des défis. (...). Cependant, la mondialisation élève également le risque de marginalisation des pays, en particulier les pays les plus pauvres, et les groupes les plus vulnérables partout à travers le monde. Les écarts de revenus entre les pays et en leur sein restent larges, et le nombre de personnes vivant dans la pauvreté a augmenté. Les asymétries et les déséquilibres dans l'économie internationale se sont intensifiés. L'instabilité du système financier international continue d'être un problème sérieux et requiert une attention urgente.

- (...) En dépit de leur impact économique et social négatif, les crises peuvent servir de catalyseur ; elles ont tendance à concentrer l'esprit et la volonté des gouvernements et des populations sur des actions décisives à mener face aux difficultés. C'est ce qui s'est produit, par exemple, en Asie de l'Est et du Sud-Est. (...) Ceci démontre le pouvoir de l'esprit humain quand il mobilise des efforts collectifs pour s'attaquer aux défis de la mondialisation.

- Il reste d'énormes défis. Les pays affectés par la crise ont eu à faire face à leurs problèmes structurels, qui ont été amplifiés par la souffrance et les dislocations sociales et humaines. Ils doivent, avec l'assistance de la communauté internationale, définir les stratégies qui renforceront et soutiendront la croissance tout en permettant un retour rapide aux niveaux de développement humain et social sérieusement ébranlés par la crise. Ils doivent également transformer leurs institutions en instruments efficaces pour la mise en œuvre de ces stratégies. (...) En plus des efforts nationaux, la communauté internationale dans son ensemble a la responsabilité d'assurer un environnement mondial propice à travers une coopération accrue dans les domaines du commerce, de l'investissement, de la concurrence et de la finance, et de contribuer à la stabilité monétaire, de façon à rendre la mondialisation plus efficace et plus équitable.

- En tant que première Conférence économique et de développement intergouvernementale majeure de ce siècle, la CNUCED X nous a fourni une occasion unique de dresser l'inventaire et de réfléchir sur les récentes expériences de la mondialisation, d'examiner les forces et les faiblesses des approches et des politiques passées et d'identifier les défis majeurs à venir : assurer l'intégration effective de tous les pays dans le système commercial international ; améliorer les capacités de l'offre ; surmonter le problème de la dette ; renforcer l'engagement vis-à-vis du développement social ; assurer la participation politique, économique et sociale des femmes ; générer des flux financiers adéquats pour le développement, notam-

* Traduction de l'anglais par Passerelles

(suite à la page 22)

CNUCED X : un nouveau souffle pour la CNUCED (suite de la page 3)

pement ne seraient pas inclus et assurés qu'ils auraient des gains substantiels rapides.

Le même ton paternaliste a prévalu dans les interventions de nombre de pays développés et le délégué égyptien a été amené à dire, en réponse aux remarques de Clair Short «Laissez les pays en développement décider de ce qui est dans leur intérêt. Nous sommes adultes et nous pouvons décider de ce qui est dans notre intérêt et de ce qui ne l'est pas».

Seattle n'a pas été un succès, non parce que des gens venus du monde entier s'étaient rassemblés dans les rues pour défendre leur droit à la différence – une sorte de soulèvement global à la base, contre la mondialisation – mais simplement parce que les gouvernements, particulièrement ceux des grandes puissances économiques mondiales, n'ont pas été en mesure de se mettre d'accord sur leurs priorités.

Les manifestations dans les rues étaient importantes parce qu'elles traduisaient les inquiétudes suscitées, chez nombre de personnes, par la mondialisation, ainsi que par ses effets sur l'emploi et les normes du travail, sur l'environnement, sur la santé publique, sur les droits humains et sur la diversité culturelle.

Ces mêmes inquiétudes ont poussé des milliers de paysans dans les rues de Bangkok, sous la direction de l'Assemblée des pauvres – *The Assembly of the Poor* – pour manifester contre les inégalités dans le système mondial qui, au niveau local, les maintient, dans le cercle vicieux de la pauvreté. Cette fois-ci, cependant, le gouvernement hôte était bien préparé et avait raflé «les fauteurs de trouble potentiels» des semaines auparavant et les manifestants étaient souvent deux fois moins nombreux que les policiers.

Les organisations de la société civiles ont appelé à une réforme du système commercial et financier multilatéral compatible avec les intérêts des pays en voie de développement. (voir ci- contre)

Rappelons que la CNUCED a connu ces dernières années des problèmes financiers, qui ne lui ont pas permis de réaliser ses objectifs, notamment en direction des pays en développement. En effet, son principal bailleur, les Etats-Unis, souhaitait l'éliminer considérant que l'organisme défendait principalement les intérêts des pays en développement. A l'issue de la CNUCED X, le Secrétaire général, estime cependant que les pays Membres collaboreront à la réalisation du Plan d'Action.

Ceci fait peser une menace financière sur la mise en oeuvre du Plan d'Action. Mais, le premier ministre Thaïlandais, Supachai Panitchpakdi, propose que les pays à revenus intermédiaires participent au financement de la CNUCED. Selon la CNUCED elle-même, «plus de 300 projets sont actuellement mis en œuvre dans plus de 100 pays pour un montant annuel de 24 millions de dollars, mais ce nouveau Plan d'Action pourrait plus que doubler ce montant».

Dans son nouvel agenda, la CNUCED devrait dans l'avenir, aider à prévenir et empêcher les crises financières, et leur diffusion. De même, elle devra favoriser une élimination des tarifs douaniers appliqués à «essentiellement» tous les produits exportés par les pays les moins avancés.

Déclaration des ONG à la CNUCED X

Lors de CNUCED X, les Organisations de la société civile présente à Bangkok ont diffusé une déclaration dans laquelle elles expriment leurs préoccupations concernant les différents domaines abordés. Ci dessous des extraits de cette déclaration.

Nous, organisation de la société civile, réunis lors d'un Caucus des ONG, tenu à Bangkok les 7 et 8 février 2000, accueillons chaleureusement la tenue de la CNUCED X et aimerions soumettre un certain nombre de propositions issues de nos délibérations.

- (...) Nous nous opposons à la promotion et à l'imposition des théories et des programmes néo-libéraux intégrant la libéralisation, la déréglementation sélective, la privatisation et commercialisation de tous les aspects de la vie humaine. Nous nous opposons à l'usurpation des rôles des gouvernements nationaux ainsi que des droits démocratiques des citoyens par les institutions internationales telles que le FMI, la Banque mondiale et l'OMC. Nous proposons plutôt le développement d'un système de gouvernance mondiale qui respecte les prérogatives démocratiques locales et repose sur des conventions mondiales convenues aux Nations Unies. Les principes de cette forme pluraliste et participative de gouvernance internationale doivent constituer les principes généraux et les cadres réglementaires au sein desquels toutes les institutions et corporations mondiales, régionales, nationales et locales et toutes les populations devraient coopérer. (...).

- Un tel système doit également inclure les principes de diversité et de développement général et intégré, fondés sur des dimensions non seulement économiques, mais aussi politiques, sociales, de genre, culturelles et environnementales. Ces principes doivent promouvoir la coopération humaine et les besoins fondamentaux des populations, contrairement à la promotion néo-libérale de la libre concurrence et d'une course vers l'abîme.

Ces principes encouragent la déconcentration et la décentralisation institutionnelles du pouvoir et la délégation de la prise de décision aux niveaux mondial, régional, national et local. Ils cherchent également à promouvoir une plus grande transparence et un plus grand sens des responsabilités.

Programme de réformes : agriculture et sécurité alimentaire, dette et réparations, finance, travail (...).

Défi lancé à la CNUCED : La CNUCED peut jouer un rôle crucial pour déterminer un monde plus équitable et plus démocratique. (...). Toutefois, il est nécessaire de rendre l'approche de la CNUCED plus conforme à son mandat en matière de développement. L'hypothèse fondamentale de la CNUCED, selon laquelle une intégration totale, quoique progressive des pays en développement à l'économie mondiale mènerait à la prospérité, doit être mise en cause, à la lumière des nombreuses conséquences négatives de la mondialisation – qui sont douloureusement évidentes dans de nombreux pays.(...).

Propositions pour la CNUCED : (...) Pour ce faire, la CNUCED devrait :

- Entreprendre une surveillance et des évaluations indépendantes, désagrégées au-dessous du niveau national, des impacts sociaux, environnementaux, en matière de genre et de développement de la libéralisation et de la mondialisation du commerce et de l'investissement, et formuler des propositions pour prendre en compte ces problèmes.

- Entreprendre, en collaboration avec d'autres agences des Nations-Unies, des évaluations d'impact indépendantes des régimes de propriété intellectuelle tels que les ADPIC, sur la sécurité alimentaire, le développement, la santé et le transfert de technologie.

- Entreprendre, avec la FAO et l'OMC, une évaluation exhaustive de l'impact de l'Accord de l'OMC sur l'agriculture et de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires.

-Entreprendre, du point de vue du développement, une analyse
(suite à la page 22)

Echec de la troisième Conférence ministérielle de l'OMC. Simple incident ou revirement ? Analyse et perspectives

Yash Tandon

Le 3 décembre 1999, la Présidente de la troisième Conférence ministérielle de l'OMC, la représentante américaine au commerce, Charlene Barshefsky, annonçait que la Conférence n'était pas parvenue à un consensus et que les négociations étaient de nouveau transférées à Genève, siège de l'OMC. C'est ainsi que s'achevait une des conférences les plus controversées et dont on a le plus parlé en cette fin de siècle. Et le fait qu'elle ait eu lieu au moment où le monde changeait de millénaire pourrait bien être un signe des temps.

La troisième Conférence ministérielle de l'OMC s'est déroulée à Seattle, aux Etats-Unis, du 30 novembre au 3 décembre 1999. A ce stade, il est encore difficile d'évaluer la signification de l'échec des négociations qui y ont été menées. Difficile aussi de dire si l'OMC n'a connu qu'un petit incident de parcours (un blip) ou un revirement majeur.

Du point de vue du Tiers-Monde et de millions de représentants de différents mouvements opposés à la mondialisation et à la libéralisation, il est tentant de voir dans l'échec de Seattle plus qu'un simple «blip», mais la première étape d'une révolution des temps modernes. La vérité réside probablement quelque part entre ces deux interprétations.

En effet, beaucoup de choses dépendent de ce qui va se passer à partir de maintenant. L'Organisation de l'Unité Africaine (OUA) qui a mené la contestation contre le processus de négociation critiquant son manque de transparence et de participation, a fait avorter un «consensus» imposé par les pays développés. Sera-t-elle en mesure de poursuivre ses efforts de résistance ? Les pays des Caraïbes resteront-ils unis aux Africains ?

On peut également se demander si des pays comme l'Inde, le Pakistan, la Malaisie et l'Egypte qui ont joué un rôle clé dans la négociation, contribuant à bloquer le consensus sur plusieurs questions de fond, poursuivront leurs habiles interventions lors de futures négociations ? Les mouvements populaires qui ont envahi les rues de Seattle jour après jour et qui ont attiré l'attention du monde sur le processus de l'OMC maintiendront-ils la pression à l'échelon mondial ?

De leur côté, les éminences grises de l'OMC que sont les Etats-Unis, l'Europe, le Canada et le Japon, avec quelques pays du Sud tels que l'Afrique du Sud, notamment, réussiront-elles à rétablir la réputation de l'OMC actuellement bien ternie ?

A ce stade, analysons les différentes forces en présence lors de la Conférence de Seattle. On peut en distinguer quatre.

La première n'est autre que les Etats-Unis. Il s'agit potentiellement du plus puissant acteur non seulement du fait qu'ils représentent la première puissance commerciale au niveau mondial, mais également parce qu'ils disposent d'une capacité de sanction commerciale à laquelle ils peuvent avoir recours pour étayer leurs

menaces. A Seattle, les Etats-Unis étaient, par ailleurs, chargés d'assurer la présidence de la Conférence.

Dans ce contexte, la menace proférée par Mme Charlene Barshefsky à la veille de l'échec de la Conférence n'était pas vaine. Celle-ci a en effet déclaré que s'il n'y avait pas de consensus, les Etats-Unis se réserveraient le droit en tant que Président, de faire une déclaration unilatérale, comme base des négociations futures. «Il me faut une déclaration et vous pouvez parier tout ce que vous voulez que je l'aurai, même s'il faut pour cela modifier les règles de cette maison» a-t-elle précisé. Que les Etats-Unis n'aient pas été en mesure d'obtenir une telle déclaration illustre à quel point le processus s'est enrayé.

La seconde force était constituée des pays dits du «quad», regroupant les Etats-Unis, l'Union européenne, le Canada et le Japon qui ont été traditionnellement parmi les acteurs clés du GATT et des précédentes conférences ministérielles de l'OMC, à Singapour et à Genève.

Lors de la troisième Conférence ministérielle, certains pays en développement tels que le Brésil, Singapour et l'Afrique du sud se sont joints aux pays du «quad». Lorsque le Président Clinton est



venu s'adresser aux délégués de la Conférence ministérielle à l'occasion d'un déjeuner, le Ministre sud-africain du commerce était au nombre des privilégiés admis à sa table.

Il s'agit là des négociateurs «du courant dominant». Ceux-ci se réunissent normalement en secret dans les fameuses «chambres vertes» (green rooms) où ils négocient entre eux des accords qu'ils annoncent ensuite au monde extérieur comme reflétant un «consensus» global. Ces accords créent alors des obligations contraignantes même pour ceux qui ont été exclus du processus.

(suite à la page 6)

Echec de la troisième Conférence ministérielle de l'OMC (suite de la page 5)

Ces exclus constituaient la troisième force présente à Seattle et comprenaient la majorité des pays d'Asie, d'Afrique, des Caraïbes et d'Amérique latine (à l'exception de ceux cooptés par le courant dominant). Ils représentaient le courant le plus faible, du moins jusqu'à ce qu'ils arrivent à Seattle.

Au cours des mois qui ont précédé Seattle, certains d'entre eux (tout particulièrement un groupe de pays connus sous le nom de «like minded group» comprenant entre autres l'Inde, le Pakistan, l'Egypte, l'Ouganda, le Zimbabwe, l'Indonésie et la République dominicaine comme principaux instigateurs), avaient présenté une série de propositions concrètes, abordant les questions qui les préoccupaient.

Toutefois, dans une large mesure, les «pays du quad» et leurs alliés n'ont pas tenu compte de telles propositions, bien que leurs «formulations alternatives» sur certaines questions clés se soient retrouvées dans le document publié par le président du Conseil général, le 18 novembre 1999. C'est ce document hétéroclite, contenant des formulations divergentes sur pratiquement toutes les questions en voie de négociation, qui constituait le document de base présenté à Seattle.

Finalement, il faut mentionner les voix de la société civile et celles de millions de personnes à travers le monde, qui se sont élevées pour prendre directement partie au processus de l'OMC. Ces acteurs se mobilisent depuis que les inégalités des Accords du Cycle d'Uruguay et les conséquences négatives du processus de mondialisation ont commencé à affecter leur existence, leur environnement, leurs emplois et leurs sensibilités morales.

Les personnes présentes à Seattle ne constituaient qu'une infime part de cette société civile, et n'étaient peut-être pas assez représentatives. Lors de la Conférence, le groupe le plus important était constitué des 20.000 syndicalistes, qui, encouragés par l'administration Clinton, ont organisé une série de manifestations contre l'OMC. C'est de la présence de cette force que le Président Clinton souhaitait profiter pour harceler le reste des pays Membres afin qu'ils incluent la question des normes de travail dans le cadre de l'OMC.

Puis il y avait ceux qui ne représentaient personne, et encore moins une cause susceptible d'être abordée dans une Conférence de cette importance. Parmi ceux-ci, les défenseurs des tortues attrapées dans les mailles des filets conçus pour les crevettes, où les sympathisants du Tibet manifestant contre la Chine.

Loin des rues de Seattle, finalement des millions d'autres personnes, en particulier des pays en développement n'ont tout simplement pas eu les moyens de se rendre à la Conférence.

Paradoxalement, à Seattle, les plus faibles sont devenus les plus forts. Comment en est-on arrivé là ?

Tout d'abord, les plus forts étaient divisés. Ignorant les pays en développement qu'ils considéraient comme peu importants, ils se sont concentrés sur les questions qui les préoccupaient, notamment l'agriculture, une question qui a empoisonné le GATT depuis sa création en 1948. Elle en a d'abord été exclue, puis y a été introduite à contrecœur, au titre des Accords du Cycle d'Uruguay. Et même alors, elle a été exemptée de la plupart des règles du

GATT, en particulier en Europe où elle bénéficie d'importantes subventions à l'exportation et de soutiens internes.

En exigeant la suppression des subventions agricoles, les Etats-Unis et le Groupe de Cairns dirigé par l'Australie et dont l'Afrique du Sud fait partie se sont opposés à l'Union Européenne. Celle-ci a résisté jusqu'à l'extrême lors de la Conférence de Seattle, ce qui a provoqué une rupture majeure au sein des grandes puissances.

L'Europe elle-même était divisée. Lorsque le Commissaire européen Pascal Lamy a accepté une proposition d'inspiration américaine visant à établir un nouveau groupe de travail à l'OMC sur la biotechnologie, quinze ministres de l'environnement européens (ainsi que des ONG écologistes) se sont ouvertement opposés à une telle initiative, créant, par la suite, beaucoup de confusion dans les rangs de l'Union européenne.

Puis, au moment où les négociations passaient à la vitesse supérieure, les pays en développement (à l'exception de quelques rares admis dans le cercle fermé) se sont trouvés exclus du processus de négociations.

Le bloc des grandes puissances avait créé cinq groupes de négociations sur les principales questions de fond, à l'intérieur desquels les pays en développement pouvaient exprimer leurs points de vue. Toutefois, Mrs. Barshefsky et le Directeur général, Mike Moore, ont choisi les présidents de ces comités avec tant d'habileté qu'ils ignoraient souvent les points de vue des pays en développement dans leurs synthèses des discussions.

En réaction, la délégation zimbabwéenne a publié une déclaration soulignant que : «tout en nous réjouissant de la mise en place de groupes de travail axés sur les questions liées à cette Conférence, nous sommes toutefois préoccupés par le fait que ces groupes de travail ont fini par être un exercice de faux-semblant plutôt que de transparence. Les négociations réelles se déroulent en coulisse et la plupart d'entre nous sommes réduits à jouer un rôle de spectateurs. On nous dit une fois de plus que nous devons sacrifier la transparence sur l'autel de l'efficacité. Cette approche est peu satisfaisante ...».

Déjà, lors du symposium des ONG organisé par l'OMC le 29 novembre, un intervenant d'une ONG également du Zimbabwe, avait déclaré que le plus grand problème auquel l'OMC était confrontée était un manque de légitimité en raison de la façon dont cette institution prenait ses décisions.

Ainsi, le deuxième jour de la Conférence, l'OMC s'est retrouvée face à une véritable rébellion de la part des pays africains. L'OUA se trouvait au premier plan, suite à la publication d'une déclaration rédigée dans les termes suivants : «Il n'y a pas de transparence dans les travaux et les pays africains sont en train d'être marginalisés ... Nous sommes particulièrement préoccupés des intentions déclarées de produire un texte ministériel à tout prix, y compris au détriment des procédures conçues pour garantir la participation et le consensus. Nous rejetons l'approche qui est en train d'être utilisée et nous devons souligner que dans les circonstances actuelles, nous ne serons pas en mesure d'adhérer au consensus requis pour faire face aux objectifs de la Conférence ministérielle». Cette déclaration a été suivie d'une déclaration similaire émanant de la Communauté des Caraïbes (CARICOM). Les pays latino-améri-

(suite à la page 21)

Sortir de la banalisation des relations commerciales entre l'Union européenne et les pays ACP

Yannick Jadot

Le contexte

A sa naissance, la Convention de Lomé traduisait la volonté, notamment européenne, de mettre en place de nouvelles relations de solidarité Nord-Sud en matière de commerce et d'aide au développement. Sa grande originalité est d'être négociée et ratifiée entre pays «donateurs» et pays «bénéficiaires». En matière commerciale, «l'esprit de Lomé» signifie que la différence de développement entre pays européens et pays ACP doit se traduire par une différence d'obligations.

La Convention de Lomé constitue de loin le système de préférences le plus favorable aux pays ACP, puisqu'elle comprend des préférences commerciales non réciproques pour presque tous les produits primaires, industriels et transformés. La notion de préférences commerciales signifie que les pays ACP sont soumis à moins de protections que les autres pays à l'entrée du marché européen (c'est surtout une différence de droits de douane). La notion de non-réciprocité signifie qu'ils n'ont pas à accorder en retour des préférences commerciales aux exportations européennes à l'entrée de leur marché.

Après vingt cinq ans de préférences, le résultat est décevant car les pays ACP continuent d'être marginalisés dans le commerce mondial. La part des exportations ACP sur le marché mondial n'a cessé de décroître, malgré l'élargissement du groupe ACP, passant de 3% au début des années 70 à environ 1,5% actuellement. Plus grave, on retrouve la même tendance sur le marché européen : plus que les préférences, ce sont les contraintes sur l'offre qui déterminent la dynamique des exportations ACP.

Dans le même temps, l'Europe a entrepris, souvent implicitement, une redéfinition de ses priorités géostratégiques. Longtemps privilégiée, la région ACP est aujourd'hui une priorité «moyenne». Les régions pour lesquelles l'Europe exprime un intérêt manifeste sont les pays d'Europe centrale et orientale (PECO), dans la perspective évidente de l'élargissement de l'Union, et les régions en développement les plus proches ou les plus dynamiques tels que, les pays tiers méditerranéens (PTM), les pays du Mercosur (Brésil, Argentine, Uruguay et Paraguay) et dans une moindre mesure, les pays d'Asie. La négociation de nouveaux accords commerciaux avec ces régions, qui s'ajoutent aux accords de l'OMC, tend à banaliser la relation UE-ACP et à en réduire les avantages.

Partant de ce double constat de faible efficacité du dispositif commercial de Lomé et de redéfinition des priorités géostratégiques, la Commission européenne a déclaré dès 1996 son intention de voir évoluer les dispositions commerciales de la Convention de Lomé. Au fil des mois, c'est l'Union européenne qui s'est convaincue de la nécessité d'une réforme radicale.

Trois soucis fondent, selon nous, la réforme proposée par l'Union européenne :

- **Le souci de l'efficacité** : il pousse à une réforme radicale de l'accord UE-ACP.

- **Le souci de rendre le régime commercial de Lomé totalement conforme aux règles de l'OMC** : Il ne l'est pas pour le moment et bénéficie d'une dérogation à l'OMC jusqu'en 2000. En effet, les préférences qu'il accorde sont à la fois discriminatoires (elles concernent les pays ACP et non l'ensemble des pays en développement) et non réciproques (les exportations européennes ne bénéficient pas de préférences à l'entrée des pays ACP). Pour être conforme aux règles actuelles de l'OMC, le régime de Lomé doit soit, offrir les mêmes préférences commerciales à l'ensemble des pays en développement, comme dans le cas du système des préférences généralisées (SPG) (il conserve alors les préférences non réciproques), soit mettre en place des préférences réciproques dans le cadre d'accords de libre-échange (il conserve son caractère discriminatoire).

- **Le souci de conserver une relation privilégiée avec les pays ACP**. L'Europe s'est investie et a investi depuis de nombreuses années dans cette région. Elle ne tient pas à voir cette relation se dissoudre dans un multilatéralisme «flou», alors qu'elle reste de loin le premier partenaire commercial et le plus gros donateur de la région. C'est pourquoi elle préfère au SPG la constitution de zones de libre-échange avec différents groupes régionaux ACP.

Le nouvel accord commercial : le libre-échange

L'accord commercial, tel qu'il devrait être consiste à mettre en place, à partir de 2008 des accords de partenariat économique entre l'Europe et les pays ACP regroupés au sein de blocs régionaux, comme l'UEMOA, la CEMAC, la SADC et la CEA pour l'Afrique, le CARICOM et la zone Pacifique. Les termes de l'accord sont les suivants :

- Entre la signature de la nouvelle convention en 2000 et sa mise en oeuvre au 1^{er} janvier 2002, préparation des négociations ;
- Entre 2002 et 2008, négociations formelles de nouveaux accords commerciaux ;
- Au 1^{er} janvier 2008 au plus tard, entrée en vigueur des nouveaux accords ;
- Entre 2008 et 2020, mise en oeuvre des accords.

Pour les pays qui ne voudront ou ne pourront s'engager dans les accords de libre-échange, il existe deux options :

- pour les pays les moins avancés (PMA).

Il y a maintien du régime actuel, donc sans réciprocité, dans le cadre du Super-SPG qu'offre l'UE à l'ensemble des PMA (ACP et non-ACP). Des changements sont cependant à prévoir sur les modalités d'application de la règle d'origine et bien sûr sur les protocoles.

- **pour les pays ACP non-PMA**, leur accès au marché européen sera dorénavant régi par le système des préférences généralisées (SPG).

Les protocoles banane, viande et rhum seraient supprimés dans leurs formes actuelles, seul le caractère spécifique du protocole sucre serait pris en compte.

(suite à la page 8)

Sortir de la banalisation des relations commerciales ... (suite de la page 7)

Parallèlement aux négociations :

- une dérogation sera demandée à l'OMC pour couvrir la période préparatoire jusqu'en 2008 ;
- les partenaires feront en 2006 un bilan des accords en cours de négociations et s'assureront que tout est fait pour que de nouveaux délais ne soient pas nécessaires ;
- en 2004, les pays ACP non-PMA décideront s'ils sont ou non en mesure de s'engager dans des accords de libre-échange. L'Europe étudiera alors des solutions alternatives, (dans la mesure du possible) équivalent du point de vue de l'accès au marché européen, à la Convention de Lomé IV ;
- en 2004 également, le SPG européen sera révisé ;
- l'Europe accordera au plus tard en 2005 un accès en franchise de droits pour la quasi-totalité des produits originaires des PMA ;
- l'Europe soutiendra les pays ACP pendant la phase préparatoire, et pourrait compenser une partie des coûts d'ajustements fiscaux et de balance des paiements liés au processus de libéralisation.

Enfin, un comité paritaire ministériel sur le commerce sera créé pour favoriser une collaboration UE/ACP dans les enceintes internationales. La Communauté européenne souhaite particulièrement aider les pays ACP à mettre leurs législations nationales en conformité avec les règles de l'OMC.

Quels impacts possibles ?

Grâce à cet accord commercial, l'Union européenne souhaite promouvoir l'intégration régionale, crédibiliser les politiques économiques et commerciales ACP, favoriser l'investissement intérieur et extérieur, améliorer la compétitivité des économies et soutenir l'intégration dans l'économie mondiale. Du même coup, elle préserve une relation économique et commerciale privilégiée avec la zone ACP et évite de se mettre en porte-à-faux vis-à-vis de l'OMC.

Les risques pour les économies ACP sont très importants et les coûts d'ajustement pourraient être très lourds :

Les ajustements à l'importation : Comme la quasi-totalité des exportations ACP entre en franchise de droits de douane sur le marché européen, l'enjeu principal du nouvel accord commercial réside, pour les pays ACP, dans l'ouverture de leurs marchés aux importations européennes. Les contraintes internes de production (infrastructures, instabilité économique et politique, système financier, etc.) limitent les capacités de réaction des économies ACP à la concurrence européenne.

De nombreux secteurs ne sont pas compétitifs et pourraient être menacés. C'est notamment le cas des produits alimentaires pour lesquels les conditions de concurrence ne sont pas toujours loyales.

En effet, les produits agricoles européens exportés dans les pays ACP (céréales, viande bovine, produits laitiers, concentré de tomate, etc.) bénéficient de nombreuses aides et viennent gravement perturber les marchés ACP. Des pans entiers d'activités économiques pourraient donc être mis en péril et les populations les plus vulnérables seraient comme d'habitude les premières touchées.

Certains pays et de nombreuses ONG et organisations paysannes ACP ont souligné que de tels accords renforceraient l'extraversion et la spécialisation des agricultures ACP. Ils accroîtraient très cer-

tainement les besoins en devises et ce faisant, favoriseraient les cultures d'exportation au détriment des cultures vivrières. Ils réduiraient aussi les opportunités de reconquête des marchés vivriers nationaux et régionaux, d'autant plus sérieusement si les produits agricoles qui bénéficient de la PAC sont couverts par l'accord de libre-échange.

Les ajustements à l'exportation : L'accord commercial comporte aussi des risques en matière d'accès au marché européen. Les protocoles banane, viande bovine, rhum et sucre seront modifiés, ce qui pourrait mettre en péril les économies insulaires très dépendantes de la culture bannière ou de l'industrie sucrière. En outre, les pays ACP non-PMA qui ne signeront pas d'accord de libre-échange avec l'UE tomberont dans le SPG.

Ce régime d'accès au marché européen est pour le moment moins favorable que le régime de Lomé et il est géré unilatéralement par l'Union européenne. Ce passage pourrait marquer des pertes parfois significatives de préférences, donc de compétitivité, pour certains secteurs d'activité et pourrait être préjudiciable pour les pays qui tirent le plus d'avantages des préférences et ont donc de diversifier leurs exportations. Il reste que les préférences «Lomé» tendent à disparaître du fait de l'abaissement généralisé des droits de douane à l'entrée du marché européen.

Les ajustements fiscaux : Les recettes publiques dans une grande partie des pays ACP dépendent encore à plus de 20% des recettes douanières. La suppression des droits de douane sur les importations européennes réduirait souvent de moitié les recettes douanières. La diversification des ressources fiscales étant très difficile, le risque est de voir les budgets sociaux une nouvelle fois victimes de l'ajustement. Il est fort improbable que les compensations promises par l'Europe soient suffisantes.

Les ajustements en matière d'intégration régionale : L'accord commercial suppose que, d'ici 2008, des processus d'intégration économique et commerciale devront être sérieusement engagés au sein des ACP et que des négociations sur des accords de libre-échange avec l'Union européenne devront avoir été menées.

Cela suppose qu'il y ait un consensus au sein de chaque région entre tous les partenaires nationaux sur l'objectif d'une politique commerciale unique. Existe-t-il une région ACP qui ait aujourd'hui les capacités administratives et institutionnelles, sans parler des capacités politiques, économiques et sociales de réaliser ce processus ?

Plus grave, l'intégration régionale forcée que propose l'UE pourrait avoir un effet préjudiciable sur les processus d'intégration en cours, du fait de la différenciation de statut entre PMA et non-PMA.

Ces processus sont considérés par tous comme des leviers essentiels pour le développement (stabilité, compétitivité, reconquête des marchés intérieurs, etc.). La construction de l'Union européenne le prouve, ces processus qui sont aussi politiques, sociaux et culturels, demandent du temps.

Prenons l'exemple de l'Afrique de l'Ouest. Quel bloc régional sera retenu : l'UEMOA ou la CEDEAO ? Considérons l'UEMOA, qui est le bloc régional le plus avancée en termes d'intégration. Que se

(suite à la page 19)

Afrique : agriculture et commerce, quelle orientation après Seattle ?

Sophia Murphy

Le fiasco des négociations de Seattle en novembre dernier, lors de la troisième Conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) a provoqué une grande confusion quant à la direction que pourraient prendre les prochains pourparlers commerciaux. Il est largement reconnu que des progrès vers de nouvelles négociations seront lents et qu'un «Cycle de négociations du millénaire» ne débutera pas cette année.

Toutefois, l'agriculture ainsi que les services et l'Accord sur les droits de propriété intellectuelle touchant au commerce (ADPIC) ont des clauses de réexamens incorporées. Les négociations doivent obligatoirement commencer cette année dans ces domaines, indépendamment des autres questions. En ce qui concerne l'Accord sur l'agriculture du Cycle d'Uruguay, le réexamen prévu à l'article 20 doit être mené «à la lumière des expériences en matière de mise en œuvre».

Cependant, les négociations prennent un caractère très différent lorsqu'il y a si peu de questions sur la table. A l'OMC, les pays négocient en échangeant des concessions dans différents domaines. Plus le champ de négociation est large, plus il y a de possibilités d'échanger des concessions. L'agriculture était au centre des pourparlers de Seattle, non seulement parce qu'elle fait partie du programme incorporé, mais aussi parce qu'elle constitue un des domaines de politique commerciale les plus controversés au plan international. C'est un domaine crucial pour l'Afrique, comme pour de nombreux pays en développement, qui dépendent de l'agriculture pour la majeure partie de leur revenus d'exportation.

Le présent article examine ce qui s'est passé durant les négociations sur l'agriculture à Seattle où les gouvernements semblaient sur le point de parvenir à un accord. L'article passe en revue la teneur du texte négocié lors de la Conférence et propose des voies pour le renforcer lors de futures négociations de sorte à ce qu'il reflète mieux les intérêts des pays en développement.

Les avis divergent, y compris parmi les délégués gouvernementaux, sur la question de savoir si c'est l'agriculture qui a fait échouer les pourparlers à Seattle. Certains mettent la faute sur les ministres de l'agriculture de l'Union Européenne qui ont refusé le projet de texte qui leur avait été transmis le dernier jour de la Conférence déclarant qu'ils auraient besoin de voir l'ensemble des résultats des négociations commerciales avant de s'y souscrire.

A ce stade tardif de la réunion, alors qu'il ne restait pratiquement plus de temps pour négocier, cette position a directement contribué à faire échouer les négociations. D'autres soutiennent que si Clinton n'avait pas exigé avec insistance l'inclusion des normes de travail dans les pourparlers, il y aurait eu un accord sur un paquet global que l'Europe aurait difficilement pu rejeter sur le seul point de l'agriculture.

Nul doute que la frustration de nombreux délégués des pays en développement, particulièrement d'Afrique et des Caraïbes, a également contribué à l'échec des négociations. De nombreux délégués étaient mal informés des lieux et des heures de réunions et de la façon dont les groupes de travail étaient censés fonctionner. Les

pays en développement ont beaucoup travaillé à développer des positions communes avant Seattle, mais ont senti qu'ils n'étaient toujours pas pris au sérieux dans le processus de négociation. La pratique traditionnelle des sessions à huis clos entre un nombre restreint de délégués s'est poursuivie à Seattle, en dépit des assurances du Directeur général de l'OMC que les petits pays ne seraient pas exclus du processus.

Les manifestations qui ont eu lieu dans les rues tout au long de la semaine ont également renforcé l'impression de désorganisation. Les déclarations faites à la presse par l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA) puis par CARICOM (Communauté Economique des Etats Caraïbes), ainsi que les critiques générales des ONG sur le manque de transparence dans le processus ont créé une dynamique qui entraînera certainement des changements durables dans la façon dont l'OMC opère.

En dépit de tous les problèmes rencontrés à Seattle, le fiasco des pourparlers a pris de court de nombreux gouvernements. Pour certains observateurs, il semblait réellement que les gouvernements étaient sur le point de résoudre leurs désaccords en matière d'agriculture. L'Union européenne, le Japon et d'autres pays avaient cessé d'insister pour que l'on prenne en compte la «multifonctionnalité».

Le terme de multifonctionnalité de l'agriculture est utilisé par plusieurs gouvernements des pays développés, particulièrement l'Union européenne, le Japon, la Norvège et la Suisse, ainsi que Maurice. Il renvoie à un concept de l'agriculture allant au-delà de sa fonction purement productive, pour inclure la protection des régions fragiles sur le plan culturel, écologique ou économique. La plupart des gouvernements, particulièrement les Etats-Unis et le Groupe de Cairns des exportateurs agricoles s'opposent à toute mention du terme «multifonctionnalité», prétendant qu'il sert simplement à justifier le maintien de subventions à l'exportation et de hauts niveaux de soutien à l'agriculture.

A Seattle, les partisans de l'agriculture multifonctionnelle ont accepté de remplacer ce terme dans le projet de texte, par celui de «préoccupations autres que d'ordre commercial», qui est utilisé dans l'Accord sur l'agriculture de l'OMC. De même, les Etats-Unis et le Groupe de Cairns ont renoncé à réclamer la suppression totale des subventions à l'exportation, et ont accepté une approche plus progressive.

Selon certains, c'est le temps qu'il ait fallu pour obtenir ces avancées sur l'agriculture qui a rendu impossible des progrès dans d'autres domaines. Certes, pour de nombreux gouvernements, tout particulièrement pour les membres du Groupe de Cairns, mais également pour de nombreux pays en développement, il était essentiel de se mettre d'accord sur l'agriculture pour parvenir à un accord sur n'importe quelle autre question.

Mais pour l'Union européenne, parvenir à un accord à Seattle dépendait des concessions obtenues en retour dans d'autres domaines, tels que la politique d'investissement. Beaucoup conviennent que l'ordre du jour de Seattle était trop large pour que

(suite à la page 10)

Afrique : agriculture et commerce ... (suite de la page 9)

l'on espère combler, durant les quatre jours de la Conférence ministérielle, les grandes divergences entre délégations qui étaient apparues dès les négociations préparatoires.

Que ce soit l'agriculture ou non qui a fait échouer les pourparlers à Seattle, il est important de comprendre et d'évaluer les propositions qui y ont été avancées. Les Etats-Unis affirment que les accords obtenus à Seattle servent toujours de base pour d'autres négociations mais la plupart de ceux qui sont engagés dans les négociations ne partagent pas cet avis.

L'Union européenne a clairement spécifié que l'accord portait sur tout ou rien. Il est probable que les gouvernements reviendront à l'article 20 pour redémarrer. Néanmoins, il est généralement accepté que le texte reflète ce que pourrait être un accord et il est important d'examiner de près ce qui a failli être la base de futures négociations sur l'agriculture.

Trois principales recommandations sur l'agriculture ont émané du Groupe africain :

- 1) un traitement spécial et différencié pour prendre en compte le développement des pays africains et leurs besoins en matière de sécurité alimentaire
- 2) des améliorations substantielles de l'accès aux marchés pour les produits présentant un intérêt particulier pour les pays en développement
- 3) «une assistance effective» pour permettre aux pays en développement de profiter de leur traitement préférentiel et de leur accès aux marchés, y compris l'accroissement de l'investissement dans la production agricole.

Le projet de texte sur l'agriculture présenté à Seattle n'a pas reflété cet agenda, qui avait pourtant recueilli un large appui de la part des pays en développement.

Le paragraphe 28 prenait en compte de nombreuses préoccupations importantes pour les pays en développement, notamment le fait que le traitement spécial et différencié soit reflété dans les engagements spécifiques en matière de réductions tarifaires, de niveaux de soutien interne et de subventions à l'exportation.

Pourtant, le paragraphe 29 qui traitait explicitement des engagements opérationnels du traitement spécial et différencié ne figurait pratiquement pas dans le projet de texte de Seattle.

Concernant l'accès aux marchés, certains pays en développement (et de nombreuses ONG) soutiennent que les pays en développement ne devraient pas être tenus d'accroître l'ouverture de leurs marchés tant qu'il n'y pas d'accès plus substantiels pour leurs produits agricoles dans les pays développés. Toutefois, la proposition de texte de Seattle ne parle que d'assurer la «libéralisation la plus large possible».

Le projet de texte n'a pas non plus mentionné le problème généralement reconnu des crêtes tarifaires et de la progressivité des droits sur les produits transformés. Dans d'autres domaines de négociations, par exemple l'accès aux marchés pour les produits non agricoles, la question des droits de douane discriminatoires a été spécifiquement prise en compte.

La clause de sauvegarde spéciale – une mesure propre à l'Accord

sur l'agriculture, qui permet aux gouvernements qui ont demandé le droit d'y avoir recours, d'imposer des droits tarifaires très élevés de façon temporaire, pour protéger leurs producteurs nationaux contre des hausses soudaines des importations — n'a pas été non plus mentionnée. C'est un outil disponible essentiellement pour les pays développés bien que les pays en développement soient les plus exposés aux chocs économiques.

Les pays africains devraient demander une ouverture beaucoup plus large des marchés des pays développés, en échange des efforts importants de libéralisation déjà en cours dans leurs pays. Les problèmes spécifiques concernant l'accès aux marchés des pays développés devraient être pris en compte, pour donner plus de substance au principe de traitement spécial et différencié.

Concernant les subventions à l'exportation, le projet de déclaration de Seattle a appelé à des réductions allant «dans le sens d'une suppression progressive de toutes formes de subventions à l'exportation». Ce langage prudent évite tout engagement ferme des pays développés (qui ont de loin le plus recours aux subventions à l'exportation) à mettre un terme aux subventions, en dépit de leurs effets évidents de distorsion des échanges.

Il montre néanmoins que l'Union européenne est prête à réduire ses subventions à l'exportation et donc à réformer sa politique des prix de soutien aux producteurs nationaux qui génèrent des surplus que l'Union européenne ne peut écouler qu'à travers des exportations subventionnées.

Certains pays en développement, spécialement en Afrique, ont des appréhensions légitimes concernant la suppression des subventions à l'exportation, car ils dépendent de l'importation de produits alimentaires bon marché. Il a toutefois été montré que le dumping qui découle des subventions nuit à la production nationale des pays importateurs de produits alimentaires, tout en faussant les échanges.

Les pays en développement devraient continuer d'appuyer la suppression des subventions, ainsi que de toutes les formes d'appui dont bénéficient les pays développés, telles que les crédits à l'exportation et les allègements fiscaux.

Bien que l'Egypte et d'autres pays aient développé des propositions spécifiques visant à assurer que la Décision ministérielle de Marrakech (précédemment appelée Décision ministérielle portant sur les mesures concernant les effets négatifs possibles du programme de réforme sur les pays les moins avancés et les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires) sera rendue opérationnelle, les projets de textes de Seattle y ont peu fait référence.

La décision prévoit des mesures pour aider les pays en développement confrontés à des problèmes de paiement des importations de produits alimentaires en cas de hausses soudaines des prix (comme cela a été le cas en 1995/96). Toutefois, les Membres de l'OMC se sont montrés peu désireux de faire face à leurs obligations et la décision s'est avérée trop faible pour être utile. Durant les prochaines négociations, il sera essentiel pour les pays importateurs nets de produits alimentaires d'obtenir du système international, un engagement plus clair en matière d'assistance. Finalement, le projet de texte de Seattle sur les programmes de soutien interne a

(suite à la page 20)

Règlement des différends

Section 301 compatible avec l'OMC

Un Groupe spécial de règlement des différends de l'OMC a décidé que la loi Section 301 américaine ne contrevenait pas aux règles commerciales internationales le 22 décembre – tant qu'elle était mise en œuvre conformément aux Accords de l'OMC. L'Union européenne avait déposé une plainte à l'OMC, en mars 1999, dans le contexte d'un différend en cours l'opposant aux Etats-Unis à propos du régime européen d'importation de la banane. La Section 301 est un mécanisme utilisé par les Etats-Unis pour identifier ce qu'ils estiment être des pratiques commerciales inéquitable auxquelles sont confrontés les exportateurs américains et pour exiger leur réforme en s'appuyant sur des sanctions.

Selon l'Union européenne, l'existence même de la loi américaine viole les règles commerciales internationales car elle autorise les Etats-Unis à rechercher des mesures de représailles contre un pays avant la fin des travaux du règlement des différends de l'OMC.

Elle a ajouté que l'existence d'une telle législation pourrait avoir un «effet de gel» sur le comportement commercial d'un autre pays. Selon elle, «le fait de brandir un grand bâton est souvent aussi efficace que de l'utiliser»



Le Groupe spécial a fondé ses constatations en faveur des Etats-Unis sur les engagements pris par ce pays dans «la Statement of Administrative Action» (SAA) qui demande aux Etats-Unis de fonder toute sanction découlant de la Section 301 sur les rapports des groupes spéciaux et de l'Organe d'appel de l'OMC. Ce qui garantit que les Etats-Unis n'appliqueront aucune décision unilatérale tant qu'un processus de règlement des différends n'est pas achevé. Le Groupe spécial a averti les Etats-Unis «qu'au cas où ces engagements ne seraient pas respectés ou écartés par le gouvernement américain, les constatations de conformité contenues dans ces conclusions ne seraient plus garanties». L'Union européenne a favorablement accueilli cette décision et on ne s'attend pas à ce qu'elle fasse appel.

Arbitrage de la demande de rétorsion de l'Equateur en mars

Un Groupe spécial d'arbitrage a été établi, le 19 novembre, pour examiner le niveau de rétorsion commerciale pouvant être imposé par l'Equateur à l'Union européenne (UE), à titre de compensation pour la non-observation persistante par l'UE des décisions de l'OMC contre son régime d'importation de la banane. L'Equateur a demandé le droit de «suspendre les concessions» dans plusieurs domaines couverts par l'Accord sur les ADPIC, ainsi que par l'Accord général sur le commerce des services, parce que sa «capacité à frapper par l'imposition de sanctions» était limitée face à «la puissance économique de l'UE». L'UE avait contesté le montant de «l'annulation et la réduction des

avantages obtenus par l'Equateur», qui, selon ce pays, s'élèvent à 450 millions de US\$. Elle avait également demandé au Groupe spécial de déterminer si l'Equateur était dans ses droits, au titre de l'article 22.3 de l'accord sur le règlement des différends, en choisissant de rechercher une rétorsion intersectorielle. Le processus d'arbitrage ne devrait pas prendre plus de deux mois. Le rapport de la situation de la mise en œuvre soumis par l'UE, le 27 janvier, à l'Organe de règlement des différends, était bref et spécifiait essentiellement que les discussions étaient en cours avec les parties intéressées sur la dernière proposition de l'UE, alors que plusieurs autres propositions avaient été reçues et étaient à l'examen.

Dans le même temps, les Etats-Unis et un certain nombre de pays des Caraïbes ont soumis une proposition établissant deux contingents tarifaires. L'un serait ouvert à tous les fournisseurs sous le même tarif et l'autre, plus restreint offrirait aux bananes ACP un accès en franchise alors que celles d'Amérique Latine paieraient des droits d'un montant de 115 euros (au lieu des 275 euros proposés par l'UE). Les bananes des «pays ACP les plus vulnérables recevraient une marge supplémentaire de préférence ou de soutien».

La proposition américano-caraïbe octroierait des licences pour le premier contingent sur la base du volume d'avant 1993 du demandeur, et celles du second contingent serait fondée sur une période de référence de 1995-1997.

L'Organe d'appel donne raison à l'UE dans le différend relatif aux FSC (sociétés écran)

Dans ce que les observateurs considèrent comme le cas le plus important jamais soumis à l'OMC, l'Organe d'appel a confirmé, le 24 février l'incompatibilité du système fiscal américain des entreprises de vente à l'étranger avec les règles de l'OMC. Un Groupe spécial de règlement des différends avait déterminé, en octobre 1999, que ce système équivalait à des subventions à l'exportation illégales, car il garantissait des exemptions de taxe sur les revenus des sociétés exportant des biens et services à travers des sociétés écran établies dans les Caraïbes. Les Etats-Unis ont fait appel le 26 novembre 1999 mais l'Organe d'appel a confirmé le premier verdict, considérant que ce système d'imposition équivalait à une subvention à l'exportation interdite au terme des accords de l'OMC dans la mesure où il était lié aux performances en matière d'exportation. L'Organe d'appel n'a pas fourni de recommandation de modification du système américain, mais ceux-ci ont jusqu'au premier octobre 2000 pour appliquer cette décision. Celle-ci est considérée comme une victoire majeure pour l'UE qui, selon certains observateurs aurait soumis ce cas à l'OMC en représaille aux différends sur le boeuf et la banane.

Accord sur le Protocole concernant la prévention des risques biotechnologiques

Les ministres de l'environnement et les négociateurs commerciaux de 138 gouvernements se sont réunis à Montréal, au Canada, du 24 au 28 janvier pour une Conférence extraordinaire des Parties à la Convention sur la diversité biologique (CDB). Après des négociations très difficiles, les délégués ont adopté, le 29 janvier, le Protocole dit de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques. Le Protocole entrera en vigueur après sa ratification par 50 pays. Il vise à garantir le transfert, l'utilisation et l'élimination sûre des organismes vivants modifiés (OVM – OGM). Il représente le premier accord international contraignant prenant en compte des situations où les OGM traversent des frontières nationales. Le Protocole établit une procédure d'accord préalable en connaissance de cause pour les importations d'OGM ; incorpore le principe de précaution ; et expose les exigences en matière d'information et de documentation pour les expéditions transfrontalières d'OGM.

Les dispositions en matière d'accord préalable couvrent le commerce des graines, du poisson vivant et d'autres OGM destinés à être introduits intentionnellement dans l'environnement. Un exportateur doit fournir, à chaque pays importateur des informations détaillées préalablement à la première expédition, et celle-ci doit être autorisée par l'importateur. Concernant l'envoi de produits en gros contenant des OGM, les dispositions de la procédure d'accord préalable établissent un Centre d'échange d'informations biotechnologiques sur Internet où les exportateurs publieront les informations concernant les expéditions d'OGM. Au titre d'un accord de compromis sur l'étiquetage, toute expédition de produits en gros, de produits alimentaires et d'aliments pour animaux contenant des OGM, devra porter une étiquette spécifiant que l'expédition «peut contenir» des OGM, et que ces OGM ne sont pas destinés à être introduits volontairement dans l'environnement. Les exigences d'étiquetage doivent être révisées dans un délai de deux ans, pour prendre en compte le niveau de détail requis au titre de ce régime.

Le Protocole permet également aux pays importateurs d'invoquer le principe de précaution au titre de l'article 9, qui traite de la notification. Le projet de Protocole stipule que : «le manque de certitude scientifique dû à une insuffisance d'informations et de connaissances pertinentes concernant l'étendue des effets nuisibles potentiels d'un OGM sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique dans la Partie importatrice, compte tenu également des risques pour la santé humaine, n'empêchera pas cette Partie de prendre une décision sur l'importation d'un OGM». L'Union européenne et les pays en développement avaient exercé de fortes pressions en vue de l'inclusion du principe de précaution dans le Protocole. A la conclusion des pourparlers de Montréal, Margaret Wallstrom, Commissaire européenne à l'environnement, a déclaré que le Protocole, en général – et l'inclusion du principe de précaution en particulier – représentait une victoire pour les consommateurs. «Ceci aidera à apaiser l'inquiétude des consommateurs», selon Ms. Wallstrom. «Le point le plus important est que le Protocole établit un système d'information et de réglementation des importations. Il traite de la liberté de choix des consommateurs et des importateurs. «Je pense que c'est une victoire pour l'environnement et pour le commerce international» a ajouté le Commissaire Européen.

Cependant ce protocole ne prévoit pas comment prendre en compte les besoins spécifiques des pays en développement qui ne disposent pas encore de mécanismes adéquats pour traiter des importations d'organismes génétiquement modifiés. Le principal problème auquel un grand nombre de pays en développement sera confronté résidera dans le fait de ne pas disposer de capacité institutionnelle, financière et matérielle de contrôle afin de garantir la non-nocivité d'un organisme génétiquement modifié. Le Protocole de Cartagena a été généralement bien accueilli par l'industrie biotechnologique, par les ONG, par les organisations industrielles et par la communauté scientifique. «C'est une étape historique vers la protection de l'environnement et des consommateurs contre les dangers du génie génétique», a déclaré Benedikt Haerlin de Greenpeace. «Le Protocole ... jette les bases d'un futur accord plus fort qui permettra de protéger l'environnement contre les OGM».

L'Association des céréaliers américains a réagi de façon moins enthousiaste aux dispositions du Protocole relatives à l'étiquetage. «La seule façon d'étiqueter des produits alimentaires contenant des OGM et destinés à l'exportation est de stocker ces produits séparément ici, dans notre pays», a déclaré Gary Goldberg, Directeur exécutif de l'Association. «Cette mesure imposera de lourdes charges aux fermiers et aux gestionnaires de silos à grains, ce qui entraînera le paiement de primes plus élevées pour les produits ne contenant pas d'OGM.». Il reste à savoir si un partage équitable des responsabilités et une bonne coopération entre pays exportateurs et pays importateurs seront respectés.

Les questions commerciales sources de discordes lors du Forum sur les forêts

La quatrième Session du Forum intergouvernemental sur les forêts s'est déroulée du 31 janvier au 11 février à New York. Réunis sous l'égide de la Commission des Nations Unies sur le développement durable (CDD), les délégués sont parvenus à un consensus sur un ensemble de propositions visant à faciliter et à promouvoir l'utilisation durable des forêts. Ils ont débattu d'une large gamme de questions, y compris, entre autres, le commerce des produits ligneux, le transfert de technologies, et la question de savoir s'il fallait créer un instrument juridiquement contraignant prenant en compte la gestion durable des forêts. Les conclusions et les propositions convenues lors de la quatrième Session du Forum seront transmises pour examen à la huitième session du CDD prévue en avril 2000.

Concernant le commerce des produits ligneux, les représentants des gouvernements ont convenu de ne pas trancher la question de savoir si le commerce et l'environnement devaient être des concepts s'appuyant mutuellement, en reconnaissant que le commerce international des produits forestiers ligneux et non ligneux avait des effets à la fois positifs et négatifs sur la gestion durable des forêts.

Les délégués ont également noté que la certification volontaire et les programmes d'étiquetage avaient un rôle potentiel pour la gestion durable des forêts, mais qu'il fallait une expérience plus pratique pour arriver à des conclusions sur l'efficacité de l'éco-étiquetage et que l'application de tels programmes pouvait entraîner des obstacles injustifiés à l'accès aux marchés. Les membres ne sont pas parvenus à un accord final pour une libéralisation plus

large des échanges dans le secteur forestier et à la suppression des restrictions commerciales qui entravent l'accès aux marchés. Sur l'une des propositions faites durant ce Forum visant à encourager les pays à mener des réexamens des accords commerciaux sous l'angle de l'environnement, les pays en développement ont déclaré qu'elle constituerait une restriction au commerce.

Le texte final de la quatrième Session du Forum sur les forêts spécifie que le Forum appuie la poursuite des efforts par les pays et l'OMC dans le sens d'une libéralisation des échanges, en accordant une attention particulière à l'élimination des restrictions commerciales restantes et émergentes qui entravent l'accès aux marchés, tout particulièrement pour des produits forestiers à valeur ajoutée.

Les délégués ont vivement débattu sur la question de savoir s'il fallait proposer le lancement de négociations sur un instrument juridiquement contraignant pour promouvoir la gestion, la conservation et le développement durable de tous les types de forêts. Les partisans d'un instrument contraignant ont soutenu qu'il constituerait un outil important pour attirer l'attention sur la gestion durable des forêts, alors que d'autres soulignaient que ce pourrait être une conditionnalité pour l'assistance financière.

Les Représentants des Populations autochtones se sont dits préoccupés du fait qu'un instrument juridiquement contraignant empiéterait davantage sur leurs droits à une culture et à un mode de subsistance basé sur la forêt, et certaines ONG ont craint que cet instrument serve à légitimer de mauvaises pratiques forestières.

Certains pays africains se sont dits préoccupés de voir lier cet instrument à des promesses d'assistance financière aux pays pauvres, à la lumière de promesses similaires faites durant les négociations en vue de la Convention pour lutter contre la désertification et qui n'ont pas été tenues. Les délégués ont convenu de porter la question devant la Commission des Nations Unies sur le développement durable, en proposant qu'elle : «l'examine (dans un délai de cinq ans) en vue de recommander les paramètres d'un mandat visant au développement d'un cadre juridique pour tous les types de forêts....».

Différend entre l'UE et l'Afrique du Sud résolu

L'Union européenne et l'Afrique du Sud ont résolu le 13 février dernier leur différend commercial à propos des vins et spiritueux dans le cadre de leur accord bilatéral de libre échange dont les négociations ont duré près de quatre ans et dont l'entrée en vigueur était prévue pour le premier janvier 2000. Le traité, signé en octobre 1999, couvrirait 90% des 20 milliards de dollars US d'échanges bilatéraux annuels entre l'Union européenne et l'Afrique du Sud. Sa mise en oeuvre avait cependant été retardée suite à l'opposition de l'Italie puis de la Grèce à propos du volet sur les vins et spiritueux

Les principaux points de désaccord entre l'Union européenne et l'Afrique du Sud portaient sur le fait que l'Union européenne insistait pour que les producteurs sud-africains de vins et de spiritueux cessent d'utiliser les «indications géographiques» (par exemple «grappa», «porto» ou «sherry») protégées au titre du droit européen. L'Italie et la Grèce voulaient, en particulier s'assurer que leurs appellations, «grappa» et «ouzo» respectivement, jouissent du même degré de protection dont le «sherry» et le «porto»

ont bénéficié dans des projets antérieurs d'accord sur les vins et spiritueux. L'Afrique du Sud soutenait que la question devait être prise en compte au titre d'accords multilatéraux plutôt que d'accords bilatéraux. Elle a également dénoncé la manœuvre des pays européens précisant que des concessions de dernière minute pourraient constituer un précédent pouvant susciter la méfiance des pays en développement traitant avec l'UE.

Le désaccord a finalement été résolu suite à l'engagement de l'Afrique du Sud d'éliminer progressivement l'utilisation des appellations «grappa» et «ouzo» ainsi que «porto» et «sherry» sur une période de 5 ans. L'Union européenne et l'Afrique du Sud s'étaient au paravant mises d'accord pour un calendrier de 12 ans. Cependant, l'Afrique du Sud a exigé, en échange, que l'accord prévoit clairement que le dernier mot en matière de désignations géographiques revienne à l'OMC, en vertu de l'accord sur la propriété intellectuelle (ADPIC).

«Nous espérons pouvoir aborder les vraies questions de substances de l'accord commercial et que nous avons, à présent, terminé cet étrange différend» a déclaré Alec Erwin, Ministre du commerce sud-africain. Se référant au caractère étrange du différend, l'Afrique du Sud a relevé qu'elle ne produisait même pas d'ouzo et seulement 30'000 bouteilles de grappa par année. M. Erwin a également précisé que la période de transition de 5 ans était «entièrement conditionnée» à sa compatibilité avec les règles de l'OMC ajoutant que l'Afrique du Sud restait confiante dans le fait que l'OMC déclarerait l'élimination des indications géographiques telles que demandées par l'UE «inacceptable» au terme des règles commerciales internationales et que l'Afrique du Sud finirait par gagner la bataille sur la question des spiritueux.

Ce différend entre l'Union européenne et l'Afrique du Sud a sévèrement endommagé les relations entre les deux pays et a entamé la crédibilité de l'Union européenne auprès des pays en développement. «Durant les 18 derniers mois, chaque fois que nous arrivions à un accord avec l'Union européenne, celle-ci l'a rompu» a fait remarquer M. Erwin.

Evolutions dans les échanges régionaux

Les ministres des finances et de l'économie de 22 pays arabes se sont réunis du 9 au 11 février, au Caire, en Egypte, pour débattre de la création d'une zone arabe de libre échange. La Ligue arabe a convenu de réduire de 10% annuellement les droits de douane sur les échanges intra-régionaux. Le commerce entre ces régions s'élève à environ 160 milliards de dollars US par an. Le regroupement annonce la création d'un marché commun d'ici 2007.

Les responsables kenyans et égyptiens ont résolu, en janvier, un différend commercial concernant les exportations de thé kenyan vers l'Egypte. L'Egypte avait suspendu des importations de thé kenyan d'un montant de près de 20 millions de dollars US comme mesure de rétorsion apparente contre la décision du Kenya, en novembre 1999, de refuser des taux préférentiels pour les importations égyptiennes de riz, sous prétexte que le pays d'origine des importations ne pouvait être garanti. L'Egypte est le troisième marché pour les exportations de thé kenyan, derrière le Royaume Uni et le Pakistan. Le différend avait menacé le secteur du thé du Kenya, déjà confronté à une baisse des cours mondiaux.

(suite à la page 14)

Le Kenya et l'Egypte sont membres du Marché commun des pays d'Afrique de l'Est et d'Afrique australe (COMESA). Le groupe de 21 pays projette de lancer une zone de libre-échange à partir du 31 octobre 2000.

Le Secrétaire général du COMESA, Erastus Mwencha, a déclaré le 2 février que cette institution travaillait actuellement à une coopération monétaire plus grande entre ses membres, et à des mesures destinées à réduire les coûts de production dans la région.

Le Nigeria a annoncé en janvier qu'il réduirait ses droits de douane à l'importation de matières premières clés, en vue de revitaliser son secteur manufacturier. Des réductions des droits de douane sont également prévues pour le secteur de la production pharmaceutique, ainsi que pour ceux de l'agriculture, du pétrole, de l'automobile, de l'impression, des textiles et de l'ingénierie. Le gouvernement nigérian a annoncé une augmentation des droits sur certains produits finis importés, afin de protéger et de promouvoir les industries locales.

La SADC (Southern African Development Community) a annoncé le 12 janvier que le groupe avait signé et ratifié un accord commercial qui visait à établir un bloc régional de libre échange entre ses 14 membres. L'accord commercial, prévu pour être lancé en avril, entraînerait l'élimination progressive des droits de douane sur tous les produits «non-sensibles» d'ici 2008.

D'ici 2012, le groupe prévoit la libéralisation totale des échanges. «Ce niveau d'échanges conférerait une crédibilité internationale au Protocole commercial de la SADC dans le contexte des règles de l'OMC» a déclaré en début janvier, le Secrétaire Exécutif intérimaire de la SADC, Preg Ramsamy.

L'accord de la SADC avait été retardé pendant que les négociateurs poursuivaient leurs discussions sur l'épineuse question de l'accès aux marchés de la puissance économique régionale, en l'occurrence l'Afrique du sud et de ses partenaires de la SACU (Southern African Customs Union - Union douanière d'Afrique australe). (Voir Passerelles no 4 décembre 1999).

Sommet de l'UEMOA : entrée en vigueur du Tarif Extérieur Commun

L'Union Douanière, par l'application du Tarif Extérieur Commun (TEC) et du désarmement tarifaire interne sur les produits originaires de l'Union est entrée en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2000. La décision a été prise à Lomé lors de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement tenue le 8 décembre 1999 à Lomé au Togo.

En vue de parachever l'ensemble du dispositif du TEC, le Conseil des ministres de l'UEMOA, réuni à Dakar les 20 et 21 décembre avait amendé la liste composant les catégories de marchandises figurant dans la nomenclature tarifaire et statistique de l'UEMOA afin d'appliquer la fiscalité appropriée aux différents produits composant cette liste.

Le Conseil avait par ailleurs, arrêté les modalités de mise en œuvre du Pacte de convergence, de stabilité, de croissance et de solidarité entre les Etats membres de l'UEMOA, adopté à Lomé par la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement

C'est cette même Conférence qui a approuvé la création d'un Fonds d'aide à l'intégration pour l'aménagement du territoire et la dota-

tion en infrastructures des pays les plus démunis. Le fonds, d'un montant de 18 milliards de cfa, recevra tous les ans, une dotation de 10 milliards, a affirmé le président de la Commission de l'UEMOA Moussa Touré.

Dans le cadre d'un programme de développement pour la sécurité alimentaire, un accord de quatre millions de dollars sera signé entre l'Union monétaire et la FAO en attendant le démarrage effectif de la politique agricole commune. L'Union européenne et la Banque mondiale vont s'associer à ce programme.

La Conférence des Chefs d'Etat a également adopté la politique industrielle commune.

Par ailleurs, elle a réaffirmé l'option des Etats membres de l'UEMOA pour la bonne gouvernance et a décidé de l'adoption d'un code de transparence dans la gestion des finances publiques.

Sommet de la CEDAO: la monnaie unique en 2004

La 22^{ème} session ordinaire de la Conférence des chefs d'Etat et des Gouvernements s'est tenue à Lomé au Togo les 8 et 9 décembre tout juste après la Conférence des chefs d'Etat de l'UEMOA (voir article précédent).

D'importantes décisions ont été prises durant le sommet de la CEDAO dont l'une des plus en vue est sans nulle doute, le projet de création en 2004 d'une monnaie unique. Sera-t-elle rattachée à une autre monnaie forte ou sera-t-elle autonome ? Les études en cours sur les aspects relatifs à cette monnaie devront le déterminer, mais, la thèse la plus avancée par les experts demeure l'autonomie.

En attendant la monnaie unique, le président Oleségun Obasanjo a lui proposé la création d'une zone monétaire commune entre le Nigéria et le Ghana ainsi que d'autre pays anglophones. Mais, d'ici là, les Etats membres de la CEDAO doivent s'atteler à la réduction de leur déficit budgétaire à 4% avant 2002.

Au cours de la session de Lomé, les seize délégations présentes ont exprimé leur désir de voir le processus d'intégration accéléré. Le président malien, Alpha Oumar Konaré qui a été porté à la tête de la Conférence des chefs d'Etat a dit dans son discours, «qu'il faut progresser dans l'intégration et arriver à une fédération des Etats de l'Afrique de l'ouest».

Dans la perspective de l'Union monétaire, les dirigeants de la communauté ont revu certains critères de convergences proposés par le secrétariat exécutif. C'est le cas des réserves brutes à l'exportation qui ne doivent plus être en dessous de six mois de réserve et du taux d'inflation dont le deuxième seuil maximum ne devra pas dépasser 5%.

Il a été aussi retenu la transformation du Fonds de coopération, de compensation et de développement de la CEDAO en Banque d'investissement et de développement de la communauté.

Les chefs d'Etat ont donné leur feu vert pour un prélèvement communautaire de solidarité à l'instar de ce qui existe au sein de l'UEMOA. Ceci doit permettre de régler une fois pour toute, la

lancinante question des retards de cotisations cumulés qui s'élèvent à environ 30 millions de dollars.

Parmi les autres décisions prises au cours de la Conférence de Lomé, la suppression du poste de contrôleur financier, la création au sein de la CEDAO, d'une institution spécialisée comme l'Association des femmes de l'Afrique de l'Ouest et l'Association des jeunes de l'Afrique de l'Ouest, la création d'un pool énergétique destiné à alimenter les pays de la région en électricité et d'un gazoduc capable d'alimenter toute la côte Ouest. Cette dernière idée a été émise par le président Olesgun Obasanjo.

Dans le communiqué final, les seize ont retenu le projet du président Nigérien de démanteler des barrières tarifaires entre son pays et les autres pays membres de la CDEAO.

Sommet des Chefs d'Etats Africains et du FMI

Les chefs d'Etats africains se sont réunis le 18 janvier 2000 à Libreville, Gabon, à l'initiative du Fonds Monétaire International, pour réfléchir à des solutions pour réduire la pauvreté et améliorer la croissance économique à l'aube du millénaire. L'objectif de ce sommet est d'améliorer les conditions de vie des plus pauvres dans le cadre de ce que le FMI appelle «la seconde génération de réformes».

Le FMI reconnaît dans le même temps les limites de la première génération de programmes d'ajustement structurel, qui n'ont pas empêché les populations les plus pauvres d'Afrique de voir leurs conditions de vie continuer de se dégrader. C'est la raison pour laquelle le FMI propose sa nouvelle approche de lutte contre la pauvreté qui consiste à améliorer la croissance, tout en tenant compte des besoins sociaux.

Michel Camdessus, Directeur Général sortant du FMI, a tenté de donner une première définition de cette seconde génération de réformes qui serait «nécessaires, pour permettre à un pays d'atteindre, de manière durable, une croissance forte et de qualité. Une telle croissance permettra à une économie de fonctionner de manière efficace et d'en tirer un niveau de bien-être meilleur dans ce nouveau contexte de mondialisation, et par-là, contribuer à un cadre financier plus sain»¹ (traduction libre).

L'objectif affiché de la première génération de réformes était de renverser 20 ans de tendances négatives qui ont affectées les économies africaines. De 1973 à 1990, l'Afrique sub-saharienne a traversé une grave crise économique caractérisée par une faible croissance agricole, un déclin de la production industrielle, de médiocre performance à l'exportation, une accumulation de la dette extérieure et une dégradation des indicateurs sociaux, des institutions et de l'environnement.

La part de l'Afrique sur les marchés mondiaux a fortement diminué. De même, les gouvernements ont effectué de gros investissements qui ont fait de l'Afrique sub-saharienne l'une des régions des plus endettées du monde. Ces pays n'ont pu honorer les dettes contractées malgré de multiples rééchelonnements, et les arriérés ont continué de s'accumuler.

La croissance observée ces dernières années ne s'est pas traduite par une baisse de la pauvreté, mais par des inégalités accrues. Les

déréglementations excessives et la libéralisation ont exclu un peu plus les populations du fruit de la croissance. La nouvelle approche de lutte contre la pauvreté prônée par le FMI se veut participative. Elle concernera les gouvernements africains mais aussi la société civile, les ONG, les donateurs et les Institutions de Bretton Woods et autres institutions internationales qui s'intéressent aux questions de développement. Elle veillera, selon le FMI, à ce que la politique macro-économique de chaque pays intègre les objectifs sociaux et sectoriels s'inscrivant dans des objectifs de croissance faisant appel au secteur privé et donc orienté vers le marché. Cependant cette approche prévoit une continuation des efforts de stabilisation macro-économiques.

Le FMI propose de nouveaux instruments. Toute demande de la part des gouvernements africains, sera étudiée à la lumière du Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté (CLSP) qui est un instrument de cohérence des programmes de lutte contre la pauvreté, auxquels le FMI et la Banque Mondiale apporteront leur soutien suivant leurs domaines traditionnels de compétence. De même un nouvel instrument financier, la Facilité de Réduction de la Pauvreté et de la Croissance (FRPC), viendra se substituer à la Facilité à l'Ajustement Structurel Renforcé. Elle aura pour but de «soutenir les programmes destinés à renforcer de manière substantielle et continue, la position de la balance des paiements (des membres à faible revenu éligibles) et de contribuer à une croissance durable, qui conduise à des niveaux de vie élevés et une réduction de la pauvreté»².

Le FRPC réallouera les ressources provenant de l'allègement de la dette en direction des programmes de lutte contre la pauvreté. Les ressources attribuées par la FRPC suivront les mêmes dispositions que celle de l'ancienne Facilité d'ajustement structurel renforcé, c'est à dire, que les «ressources seront engagées sur la base d'un accord triennal, les critères de réalisations, revues et décaissements seront établis sur une base semestrielle ou trimestrielle dans certains des cas, le taux d'intérêt applicable sera de 0,5% et les échéances iront de 5ans et demi à 10ans»³.

Une première réaction des Chefs d'Etats durant le Sommet a été leur appréhension quant aux délais d'exécution de la FRPC, et des effets mitigés à prévoir si les ressources ne sont pas tout d'abord réinvesties vers des programmes sectoriels telles que la santé et l'éducation. Cette approche prônée par le FMI a rendu sceptique plusieurs observateurs. Elle ne modifie en rien les objectifs de stabilisation macro-économique qui sont à l'origine, au moins partiellement, des difficultés que l'initiative du FMI proclame vouloir dépasser. Dans ce débat, les Américains prônent un rôle particulier pour le FMI : celui, très sélectif, de juguler les crises financières des pays émergents, et non plus d'intervenir tout azimut, dans les crises de balance de paiement des pays en développement, ni à fortiori dans la lutte contre la pauvreté. Ce rôle est désormais affecté exclusivement à la Banque Mondiale. Enfin certains s'interrogent sur les raisons qui ont amenées le Directeur du FMI à s'engager dans cette approche à quelques mois de son départ, mais aussi sur les raisons qui le poussent à s'exprimer autant sur l'Afrique et sur la pauvreté dans le monde.

¹Second Generation of reforms : Reflections and New Challenges. Michel Camdessus. <http://www.imf.org/external/speeches/1999/110899.HTM>

² IMF. Facilité pour la réduction de la pauvreté et la croissance (FRPC): questions d'ordre opérationnel. <http://www.imf.org/external/np/pdr/prs/fr/poverty2.htm>

³ Ibidem

Forum de Davos : les occidentaux toujours à la recherche du nouveau cycle du millénaire

Le Forum économique mondial annuel de Davos (Suisse) s'est déroulé du 28 janvier au 2 février et a accueilli des chefs de gouvernements, des universitaires et des dirigeants du monde des affaires et des organisations internationales.

Lors de ce Forum le Premier Ministre de Grande-Bretagne, Tony Blair, a appelé au lancement d'une nouvelle série de négociations commerciales cette année, en dépit de l'échec des pourparlers de l'OMC à Seattle. «Je pense que nous pouvons et devons tenter de lancer la nouvelle série de négociations commerciales cette année». «Nous ne pouvons nous permettre un autre Seattle, mais nous ne pouvons non plus différer les gains que la réussite d'une nouvelle série de négociations engendrerait» a-t-il déclaré.

Les commentaires de M. Blair ont renforcé les déclarations faites le 25 janvier par le Commissaire européen au Commerce, Pascal Lamy, exposant ces plans pour aider à relancer une dynamique en vue d'une nouvelle série de pourparlers commerciaux mondiaux. Il a déclaré devant le Parlement européen, qu'en s'attaquant de toute urgence aux deux obstacles majeurs au lancement d'une nouvelle série complète de pourparlers commerciaux (plus spécifiquement, les besoins des pays en développement au sein de l'OMC et la question de la réforme institutionnelle de l'OMC), il serait possible de trouver un consensus sur une nouvelle série de négociations.

Il a invité les pays développés à faire avancer l'initiative européenne qui fournirait un accès en franchise de droits et de contingents aux produits des pays les moins avancés. Il a recommandé que ceci soit complété par des mesures visant à faciliter la constitution de capacités et l'assistance technique en faveur des pays en développement, afin d'améliorer leur participation aux négociations de l'OMC.

Le Commissaire Lamy a également appelé à une concertation avec les pays en développement sur les questions relatives à la mise en œuvre et aux déséquilibres dans les accords existants de l'OMC (par exemple, les subventions et les textiles), et a invité l'Union européenne et les autres pays développés à «être disposés à proposer des solutions raisonnables» aux préoccupations des pays en développement.

Mais, a-t-il averti, «nous ne devrions pas commettre d'erreurs : une telle initiative court le risque d'être perçue dans les pays en développement comme une autre tentative des pays développés d'imposer des structures que les pays en développement ne sont pas en mesure d'appuyer, compte tenu de leurs ressources et de leurs capacités limitées.»

Le Président américain Bill Clinton s'est également adressé à la réunion de Davos. Il a souligné que la mondialisation et le système de l'OMC fondé sur des règles doivent aller de l'avant pour maintenir la croissance de la prospérité mondiale.

Il s'est également penché sur les questions qui ont fait échouer la réunion ministérielle de l'OMC à Seattle – les liens entre le commerce et les normes environnementales et celles du travail. «Je sais que les mots 'travail et environnement' ont l'air suspect dans le monde en développement quand ils sont prononcés par des personnes des pays développés. Je crois comprendre que ces

mots sont un nom de code pour le protectionisme des pays riches. Laissez-moi donc être aussi clair que possible sur ce point. Nous ne devrions rien faire pour entraver la croissance et le développement économique de tout pays en développement.»

«Je n'ai jamais demandé à un pays en développement, et je ne le ferai jamais, de renoncer à un avenir plus prospère. Mais dans le monde actuel, les pays en développement peuvent atteindre la croissance sans renouveler certaines des erreurs que la plupart des pays développés ont commises sur la voie de l'industrialisation en matière de protection des travailleurs et d'environnement», a déclaré M. Clinton.

S'adressant également au Forum, Ernesto Zedillo, Président du Mexique, a noté «l'alliance très particulière» entre les mouvements de travailleurs et les groupes écologistes internationaux qui sont apparus dans le contexte de la Conférence ministérielle de l'OMC à Seattle et qui revendiquent la responsabilité d'avoir contribué à l'échec des pourparlers de l'OMC en décembre. Il a taxé cette alliance de «globophobique» et a déclaré que les mouvements de travailleurs et les groupes écologistes ont entrepris des «efforts communs pour sauver du développement les populations des pays en développement».

Davos a également permis une Réunion informelle des dirigeants économiques mondiaux (Informal Gathering of World Economic Leaders – IGWEL), à laquelle ont assisté des ministres de plus de quarante pays et des Directeurs généraux des principales firmes technologiques.

Les discussions ont porté entre autres sur les mesures prises pour renforcer le système financier mondial à la suite de la crise qui a frappé les marchés émergents il y a deux ans, sur l'écart de croissance entre pays développés et pays en développement et sur les initiatives nécessaires pour combler cet écart. Les ministres ont également débattu de la coopération avec les ONG à la lumière des manifestations qui se sont déroulées à Seattle et d'activités similaires dans les rues à Davos, lors de la tenue du Forum économique mondial.

«La question de l'inclusion des ONG à ce processus a également été examinée» a déclaré le sénateur américain John Kerry, Président des pourparlers de l'IGWEL. «Les participants à l'IGWEL estiment que nous avons besoin de travailler sur un nouveau modèle de coopération, dont l'objectif sera une plus grande transparence et un élargissement du processus d'inclusion».

M. Kerry a déclaré que chacun devrait avoir les mêmes chances dans le système de libre-échange. «Les personnes qui manifestent dans les rues se sentent privés de leur droit de représentation. Il faut les rétablir dans leurs droits. Chaque dirigeant reconnaît que le monde est en évolution et nous devons évoluer avec notre époque», a déclaré M. Kerry. Des manifestations regroupant plusieurs groupes de citoyens, essentiellement de pays européens, ont eu lieu pendant le déroulement du Forum. Les manifestants ont protesté contre la mondialisation par les grandes compagnies internationales et la concentration des richesses et du pouvoir par ces mêmes firmes. Ils ont exprimé leur crainte face à l'absence de contrôle citoyen dans le mouvement de mondialisation. Ces manifestations ont été durement réprimées par les autorités suisses.

Les conséquences de l'échec de Seattle planent ... (suite de la page 2)

cessus préparatoire, nombre d'entre eux se sont plaints des réunions semi-officielles auxquelles la majorité des Membres ne pouvait participer. A Seattle, des groupes de travail ouverts à toutes les délégations ont été établis sur l'ensemble des questions en examen, mais les réunions dans les «chambres vertes» avec un nombre beaucoup plus restreint de participants se tenaient simultanément, et de nombreuses délégations – particulièrement d'Afrique et des Caraïbes – ont eu l'impression d'être une fois de plus tenues à l'écart de la prise de décision réelle. Plusieurs pays latino-américains et les Membres de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA) ont publié des déclarations mettant en garde contre le fait que tant que «les procédures conçues pour assurer la participation et le consensus» ne seraient pas rétablies, ils ne seraient pas en mesure d'adhérer au consensus requis pour satisfaire les objectifs de cette Conférence ministérielle».

La réforme institutionnelle, également appelée transparence interne, a fait l'objet de consultations entre le Directeur général de l'OMC et les Membres depuis Seattle. La question n'a pas été débattue lors de la réunion du Conseil en février, mais le Directeur général a proposé d'autres consultations en mars, si possible lors d'une réunion informelle des chefs de délégation ou d'une session spéciale du Conseil général.

Il a également mis l'accent sur le fait que le «principe du consensus» n'était pas négociable. Différentes approches visant à accroître la transparence sont actuellement à l'étude. L'UE a exposé plusieurs mesures immédiates qui pourraient améliorer la préparation et l'organisation des futures réunions ministérielles, notamment un accord préalable sur la structure de ces réunions, ainsi qu'un équilibre plus transparent entre les «processus informels et les réunions ouvertes».

L'Union européenne et le Japon ont également proposé l'établissement d'un Groupe de personnalités éminentes pour examiner toutes les améliorations institutionnelles possibles de l'OMC. Le groupe présenterait par la suite ses recommandations aux Membres de l'OMC pour examen.

Le document de l'Union européenne sur la réforme institutionnelle contient également un certain nombre de propositions visant à «rehausser la transparence et accroître les consultations avec la société civile», notamment l'établissement d'un système formel d'accréditation pour les ONG ou l'ouverture des réunions de réexamen des politiques commerciales aux parlementaires et aux ONG du pays visé. Selon des sources proches de l'OMC, la plupart des pays en développement sont peu disposés à débattre de ce sujet.

Agriculture

Les négociations agricoles commenceront le 23 mars, mais on s'attend à ce qu'elles progressent lentement, car les principales cibles du mouvement visant à l'ouverture des marchés – en particulier l'Union européenne et le Japon — auront peu d'incitation pour faire des concessions politiquement sensibles. En l'absence de mandat de négociation précis qui devait être convenu à Seattle, les

négociations seront menées sur la base de l'article 20 de l'Accord sur l'agriculture, qui prévoit la poursuite du processus de libéralisation mais ne contient aucun objectif ou calendrier précis pour la réalisation de «l'objectif à long terme de réductions progressives substantielles en matière d'appui et de protection».

L'alinéa 20(c) permet aux Membres de prendre en compte les préoccupations «autres que d'ordre commercial», ainsi que le traitement spécial et différencié en faveur des pays en développement Membres, tout en œuvrant en direction de l'objectif d'un «système commercial agricole équitable et axé sur les marchés».

A Seattle, les Membres étaient presque arrivés à un compromis sur l'agriculture. Le dernier projet de déclaration reconnaissait le droit des pays en développement à un traitement spécial et différencié, qui devait «se traduire dans des listes de concessions et d'engagements, et le cas échéant, dans les règles et disciplines à négocier». Cela devait permettre aux pays en développement de prendre en compte leurs besoins de développement, notamment la sécurité alimentaire et le développement agricole et rural.

Le paragraphe 24 prévoyait également d'accorder une attention spéciale à la situation des PMA, des pays en développement importateurs nets de produits alimentaires et des petits pays insulaires.

Les questions faisant l'objet de plus de controverses étaient les subventions à l'exportation et la multifonctionnalité. Il y a eu finalement, sur le premier point, une formulation élaborée (paragraphe 25(ii)) selon laquelle les négociations devaient se pencher sur «les subventions à l'exportation, et sur des actions équivalentes concernant le volet subventions et autres formes d'assistance à l'exportation, dans le sens d'une élimination progressive des subventions à l'exportation».

La multifonctionnalité a disparu du texte, mais ses composantes clés sont restées sous forme de préoccupations autres que d'ordre commercial, qui dans le projet de texte incluaient «la nécessité de protéger l'environnement, la sécurité alimentaire, la viabilité économique et le développement des zones rurales, ainsi que la sécurité sanitaire des aliments, sans préjudice de l'Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires».

Les préoccupations autres que d'ordre commercial ont fait l'objet de débats animés après Seattle, et continueront d'être litigieuses une fois que les négociations auront commencées. Les pays en développement chercheront à accroître les subventions agricoles de la «boîte verte» afin de protéger la sécurité alimentaire et l'emploi rural.

L'Union européenne, le Japon, la Corée, la Suisse et la Norvège défendront «la multifonctionnalité» – ou les rôles que joue l'agriculture dans la préservation des paysages ruraux, de l'emploi et de l'environnement. Le concept de multifonctionnalité est rejeté par le Groupe de Cairns regroupant des exportateurs agricoles de quinze

(suite de la page 18)

Les conséquences de l'échec de Seattle planent ... (suite de la page 17)

pays développés et pays en développement, qui soutient que finalement, le commerce des produits agricoles doit relever des mêmes disciplines que celui des autres produits.

Dans sa déclaration sur la stratégie post-Seattle de l'UE, publiée le 25 janvier, la Commission européenne a affirmé que l'Union «participerait de bonne foi aux négociations programmées» mais, a-t-elle noté, «en l'absence d'une décision à Seattle visant au lancement d'une nouvelle série de négociations menées suivant le principe de l'engagement unique, il ne reste aucun calendrier pour la conclusion de ces négociations». L'UE a également spécifié clairement que l'accord qui a été presque réalisé à Seattle ne constituait plus un point de départ et que les négociations se poursuivront uniquement sur le mandat contenu dans l'article 20 de l'Accord sur l'agriculture.

Les Etats-Unis ont toutefois averti qu'ils pourraient augmenter de façon substantielle leurs propres subventions si l'Europe s'engage dans des tergiversations. En outre, la «clause de paix» doit expirer en 2003. Cette disposition visant à la modération, contenue dans l'article 13 de l'Accord sur l'agriculture, exempte les politiques de soutien interne et de subventions à l'exportation des contestations du règlement des différends. «Il m'est difficile de concevoir une situation où les Etats-Unis accepteraient d'étendre la clause de paix en l'absence d'un nouvel accord» a déclaré, le 12 janvier, le négociateur spécial des Etats-Unis pour le commerce des produits agricoles, Peter Scher.

Travail

S'il y a une question, qui a le plus fait l'unanimité parmi les pays en développement durant le processus préparatoire de Seattle ainsi qu'au cours de la Conférence ministérielle, c'est la détermination à tenir la question du travail à l'écart de l'OMC.

Alors que l'UE recherchait une sorte de forum pour prendre en compte le lien entre le commerce et le travail, ce sont les Etats-Unis qui ont clairement montré l'intérêt le plus vif, en proposant la constitution d'un groupe de travail pour examiner un certain nombre de questions sensibles, notamment le respect des normes fondamentales du travail et le travail des enfants. Bien que les responsables américains aient pris soin de présenter le groupe de travail projeté comme uniquement exploratoire, les pays en développement n'ont pas voulu y être associés.

A Seattle, un groupe de négociation sur le commerce et le travail a été convoqué pendant moins d'une heure. Le groupe n'est pas parvenu à une conclusion formelle, mais ce temps a suffi pour confirmer que 4/5 des Membres de l'OMC étaient opposés à l'établissement du groupe de travail projeté, ainsi que du forum conjoint OIT/OMC souhaité par l'UE.

La méfiance des pays en développement a été davantage renforcée par les propos maintes fois cités du Président Clinton à un journal local, à Seattle, selon lesquels il soutiendrait en fin de compte des sanctions commerciales en cas de violation des normes fondamentales du travail. Bien que Charlene Barshefsky, Représentante américaine du commerce, ait tenté de minimiser la portée des propos du Président, ceux-ci ont condamné toute tentative d'amener à l'OMC les questions relatives au travail.

Les Etats-Unis continuent d'inclure le travail à leur liste de propositions pour les futurs pourparlers, mais Charlene Barshefsky a reconnu dans son témoignage devant le Congrès que les Etats-Unis «doivent prendre en compte de manière plus effective les raisons pour lesquelles de nombreux pays en développement font preuve de méfiance dans ces discussions».

Une proposition émanant du futur Directeur général de l'OMC, Supachai Panitchpakdi, pourrait fournir un cadre pour ces discussions. Il a en effet suggéré à Seattle la convocation d'un forum unique «d'examen de conscience», sous l'égide d'une institution neutre, telle que les Nations Unies ou la CNUCED. Au nombre des participants, pourraient figurer des hauts-responsables gouvernementaux, et des représentants d'organisations internationales pertinentes, telles que l'OMC et l'OIT.

Règlement des différends

C'est également en raison du mécanisme de règlement des différends de l'OMC que les pays en développement hésitent à assumer des obligations supplémentaires – notamment concernant l'environnement – au titre des Accords de l'OMC.

Ces pays perçoivent les sanctions commerciales comme une arme très efficace pour mettre en application les décisions de l'OMC contre leurs mesures commerciales restrictives, car les pays industrialisés sont leurs principaux marchés d'exportation. Ils sont toutefois, tout à fait conscients de leur capacité limitée à prendre des mesures de rétorsion contre les violations des règles de l'OMC par les principaux acteurs, en raison du fait que leurs propres marchés ne représentent qu'une fraction des exportations globales des grandes nations commerçantes. En outre, les importations sont souvent nécessaires au fonctionnement de leur économie locale.

Confronté à ce casse-tête, l'Equateur cherche actuellement le droit de prendre des mesures de rétorsion dans le secteur des droits de propriété intellectuelle, contre la persistance de l'UE à ne pas mettre en œuvre les décisions dans le différend de la banane.

Conclusion

A la suite de Seattle, la plupart des Membres de l'OMC conviennent que les mesures visant à l'instauration de la confiance devraient être prises en priorité, bien que les détails restent imprécis. En outre, l'UE et le Japon continuent de faire pression pour le lancement rapide d'une initiative à base large (engagement unique). Les Etats-Unis ont également déclaré qu'ils souhaitaient le lancement d'une série de négociations cette année; mais ont jusqu'ici montré peu de signes de flexibilité.

Les pays en développement ont un intérêt limité à relancer le processus. Leurs préoccupations immédiates portent sur la prorogation des périodes de transition, l'établissement d'un mécanisme pour l'examen des déséquilibres dans les Accords de l'OMC et sur la réforme institutionnelle afin de rendre l'OMC plus transparente.

Pour le moment, l'élection présidentielle américaine, le désir de certains Membres d'étendre les négociations à de nouvelles questions et la présidentielle française en 2002 ne sont pas de nature à assouplir les positions européennes sur la question agricole et n'aident pas à instaurer ce «climat de confiance».

Sortir de la banalisation des relations commerciales (suite de la page 8)

passera-t-il si certains pays membres choisissent de conclure un accord de libre-échange avec l'Europe, et que d'autres disent non, par exemple les PMA qui conserveront quoi qu'il arrive les préférences Lomé ?

Il y aurait au sein de la région plusieurs régimes commerciaux, ce qui est incompatible avec l'Union douanière qui se met en place, et l'UEMOA pourrait implorer. Imaginons encore que l'UEMOA et le Nigéria adoptent des régimes commerciaux différents vis-à-vis de l'UE. Là encore les conséquences seraient négatives et créeraient des tensions considérables pour toute l'Afrique de l'ouest.

Des études d'impact dubitatives : La Commission européenne a commandité en 1998 des études d'impact de la mise en place, dès 2005, des zones de libre-échange avec les régions du Pacifique, du CARICOM, de l'UEMOA, de la CEMAC, de la SADC et de l'EAC. Au-delà des coûts d'ajustement parfois lourds pour les pays ACP, ces études font ressortir les contraintes techniques et politiques liées à la faiblesse des processus d'intégration régionale.

Quelles perspectives ?

On peut reprendre les préoccupations européennes et s'interroger sur leur contenu.

Le souci d'efficacité : L'ouverture presque totale des économies ACP aux importations européennes pourrait remettre en cause un certain nombre de secteurs «non compétitifs internationalement» mais essentiels au développement économique et social (industries naissantes, secteur vivrier...), réduire les recettes publiques et donc les dépenses sociales, «casser» les processus d'intégration régionale en cours, accroître la pauvreté.

Alors souci d'efficacité, oui, mais au regard de quels objectifs : le développement du commerce favorable à l'Europe ou le commerce pour le développement, la lutte contre la pauvreté et l'appui à l'intégration régionale, tels qu'énoncés dans la Convention de Lomé ?

«Effet Seattle», les pays ACP non PMA ont obtenu le droit de choisir en 2004 s'ils sont ou non en mesure de s'engager dans un accord de libre-échange avec l'Europe. Il faut s'en féliciter.

Mais la question demeure, selon nous, d'établir de façon objective les conditions économiques, sociales, politiques, institutionnelles, culturelles, d'intégration régionale, etc. qui permettent ou pas d'engager un processus de libéralisation. Ces préalables devraient primer sur tout échéancier.

Des études d'impact, associant acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux, ACP et européens, prenant en compte également les questions sociales et environnementales, devraient être menées avant toute mise en oeuvre.

Le souci de conformité à l'OMC : Seattle a montré que les règles de l'OMC étaient en partie inadaptées aux pays en développement. Pourquoi ne pas tenter d'en modifier certaines dispositions, notamment celles relatives aux accords commerciaux en introduisant une flexibilité plus grande en matière d'asymétrie d'obligations ?

Le souci de la relation privilégiée : Autre «effet Seattle», l'accord prévoit de renforcer la coopération UE/ACP dans les enceintes internationales. Mais il s'agit surtout d'aider les pays ACP à mettre leurs législations en conformité avec les règles de l'OMC. Si l'Europe entend poursuivre à l'OMC son ambition en matière de régulation du commerce international (prise en compte du social, de l'environnement, de la santé...), elle devra être capable de considérer les pays ACP non comme des pays «assistés», forcément à nos côtés dans les enceintes internationales, mais comme de possibles partenaires dans la négociation multilatérale (70 des 86 membres européens et ACP de la Convention sont aussi membres de l'OMC). Les pays ACP devront de leur côté cesser de défendre «tous» les statu quo et comprendre que leurs intérêts consistent aussi à mieux articuler Lomé et OMC.

Ce serait redonner un sens à un cadre de coopération qui, en dépit de son renouvellement, n'intéresse plus vraiment les capitales européennes, dont Paris. A notre connaissance, la question de la mise en oeuvre de la Convention de Lomé V (la pratique de la coopération est souvent plus importante que ses objectifs affichés) n'est pas à l'ordre du jour de la Présidence.

Des alliances autour de la régulation du commerce mondial : Le défi consiste alors à faire de Lomé un cadre Nord/Sud de discussion et d'élaboration de règles (investissement, propriété intellectuelle...) et de normes (sociales, environnementales, sanitaires...) qui relèvent d'intérêts mutuels et qui sont dorénavant les enjeux du commerce mondial. La dimension Nord/Sud est ici essentielle car l'Europe est demandeuse en matière de régulation (même si elle s'est très mal préparée à Seattle) et que les pays en développement y sont globalement opposés. Car pour ces pays, c'est l'ensemble du multilatéralisme qui n'est pas crédible. Autant que la règle ou la norme internationale, c'est son processus de construction qui importe.

Celui-ci doit évidemment associer l'ensemble des pays et respecter autant que possible les priorités de chacun. Il doit aussi intégrer les modalités de mise en oeuvre ultérieure et notamment la prise en charge de son coût. La défiance des pays en développement vis-à-vis du multilatéralisme tient pour beaucoup aux promesses non tenues, notamment en terme d'engagements financiers, de la part des pays développés. Le suivi des grandes conférences des Nations unies est de ce point de vue accablant. Peut-on défendre l'interdiction du travail des enfants si dans le même temps on ne prend pas en charge, au moins temporairement, le manque à gagner pour les familles d'envoyer les enfants à l'école plutôt qu'à l'usine ? Peut-on imposer des normes environnementales sans favoriser des transferts peu coûteux de technologies et de savoir-faire ?

La cohérence des politiques européennes : un préalable à un véritable partenariat

Depuis de nombreuses années, les effets déstabilisateurs de la politique agricole commune (PAC) sur les pays en développement sont régulièrement dénoncés : elle concurrence certaines productions locales, elle court-circuite le commerce et l'intégration au niveau régional, elle contribue à modifier les modèles de consommation, elle limite l'accès aux marchés internationaux et au marché européen de certaines exportations du Sud. De par la construction même de certaines organisations communes de marché, on peut considérer qu'il existe une incohérence intrinsèque entre

(suite à la page 20)

Sortir de la banalisation des relations commerciales (suite de la page 19)

la PAC et les objectifs de développement. Deux aspects sont particulièrement mis en avant : le régime à l'importation et surtout les subventions à l'exportation. Développer une relation de partenariat UE/ACP impose aussi que l'UE accorde un droit de regard sur ses politiques, notamment celles qui ont impact sur les ACP. C'est prévu depuis longtemps par la Convention de Lomé, mais rien jusqu'à présent n'a été entrepris pour rendre effective cette disposition. Les soutiens importants qu'accorde l'Europe à son agriculture l'obligent à tenir compte des effets de distorsion possibles sur les échanges UE/ACP. L'exigence sera d'autant plus forte que l'Europe défendra la préservation de son «modèle» agricole dans les négociations multilatérales.

Ne pas oublier l'instabilité des marchés internationaux

Lors du Sommet de l'Alimentation à Rome, la communauté internationale s'était également engagée à prendre les mesures appropriées pour stabiliser les marchés agricoles internationaux. Les marchés de produits primaires sur lesquels les pays ACP exportent et les marchés de produits alimentaires à partir desquels ils s'approvisionnent restent marqués par l'instabilité des prix. Cette instabilité a un coût économique important et constitue un frein à la mise en place de stratégies de développement.

Le Stabex, malgré ses insuffisances, avait l'avantage de poser la question de l'instabilité. Le niveau d'exposition des échanges des pays ACP aux instabilités des marchés mondiaux de produits agricoles (calculé par la somme des importations alimentaires et des exportations de matières premières agricoles rapportée à la somme des importations et des exportations totales) s'établit à 14% en moyenne sur la période 1993-95. Cette exposition peut apparaître limitée mais elle cache de grandes disparités entre les pays ACP.

Sur la même période, 43 pays ACP avaient une exposition supérieure à 20%, 24 supérieure à 30%. L'enjeu est considérable, il fait le lien entre commerce et coopération. Travailler aussi sur ces aspects fondamentaux dans le cadre de Lomé serait une belle ambition, utile à tous.

Ainsi les partenaires UE/ACP pourraient-ils peser dans la négociation multilatérale pour défendre une agriculture multifonctionnelle prenant en compte la sécurité alimentaire, le principe de précaution, des droits de propriété intellectuelle protégeant aussi les usagers, etc. Le volet coopération au développement pourrait alors venir en appui, en prenant par exemple en charge les coûts liés à la mise aux normes des modes de production ACP, à la facilitation des transferts de technologies et de savoir-faire...

Yannick Jadot - Solagral

Afrique : agriculture et commerce ... (suite de la page 10)

également été décevant. La proposition se limitait à «des réductions progressives» et ne faisait aucunement référence aux inégalités flagrantes qui persistent dans les niveaux de soutien interne entre les pays.

Comme le reflète la position du Groupe africain, de nombreux pays africains doivent dépenser beaucoup plus pour l'agriculture qu'ils ne le font actuellement. Dans certains cas, ceci peut nécessiter le relèvement du plafond qui leur est imposé pour leurs dépenses internes.

L'accord actuel équivaut à un traitement spécial et différencié en faveur des pays riches et leur permet d'exempter des engagements de réductions des dépenses considérables de soutien à l'agriculture. Le réexamen de l'Accord sur l'agriculture doit supprimer ces anomalies tout en garantissant que les objectifs en matière de sécurité alimentaire et de développement rural, inscrits dans le texte, puissent se traduire par des mesures concrètes.

La question des entreprises commerciales d'Etat a été soulevée par certains pays durant la préparation de Seattle (notamment par les Etats-Unis), mais n'a pas été reflétée dans le projet de texte négocié à la Conférence.

De nombreux pays en développement ont supprimé leurs offices de commercialisation (une forme typique d'entreprise commerciale étatique) dans le cadre des programmes d'ajustement structurel. Il y avait, dans la façon dont nombre de ces offices opéraient, des problèmes largement reconnus.

Néanmoins, la CNUCED et d'autres organisations ont montré que la privatisation des offices a souvent entraîné, dans le moyen terme, une baisse de la concurrence et la domination d'un secteur d'exportation donné par une ou deux compagnies étrangères. En conséquence, une part moindre des avantages économiques découlant des échanges restait dans le pays producteur.

Il est probable que, correctement gérées, les entreprises commerciales étatiques seraient certes un pis-aller, mais qu'elles contribuent à atténuer de nombreuses imperfections sur le marché des produits agricoles. Les pays en développement devraient, au moins, demander un réexamen du rôle possible des entreprises commerciales étatiques et rejeter la proposition visant à les rendre illégales au titre des règles de l'OMC.

D'autre part, en ce qui concerne les distorsions du marché, il serait nécessaire de mieux documenter les activités des sociétés transnationales qui dominent nombre des marchés des produits de base. Ceci pourrait également être demandé aux Membres de l'OMC, tout comme il leur est demandé de documenter les activités de leurs entreprises commerciales étatiques.

L'échec du lancement d'une nouvelle série de négociations à Seattle offre un répit favorablement accueilli par de nombreux pays en développement. Nul doute que les intérêts des Etats-Unis ont également été servis, vu notamment le peu d'appui interne à l'octroi du «fast track» dont le gouvernement a besoin pour négocier dans le cadre d'un cycle de négociations commerciales multilatérales. Depuis le début, les Etats-Unis ont fait pression en vue de restreindre l'ordre du jour des pourparlers.

Toutefois, il n'est certainement pas juste de prétendre, comme l'a fait Mike Moore, Directeur général de l'OMC, que les pays en développement ont été les perdants de l'échec de Seattle. Le système multilatéral est certes préférable, pour les petits pays, aux négociations bilatérales avec de grandes puissances telles que les Etats-Unis et l'Union européenne, mais il doit prendre beaucoup plus en compte les intérêts des pays en développement pour être réellement utile.

Les pays en développement, y compris les pays africains disposent maintenant de plus de temps pour renforcer leurs compétences

(suite à la page 21)

ces techniques et de négociation ainsi que pour développer et promouvoir des positions qui serviront au mieux leurs intérêts. Ils ont également plus de temps pour élaborer plus clairement un type de traitement spécial et différencié permettant davantage d'équité dans le système commercial multilatéral.

De nombreuses ONG préconisent depuis quelque temps la nécessité d'une évaluation de l'impact des Accords du Cycle d'Uruguay. Des agences de l'ONU telles que la FAO (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture) et la CNUCED (Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement) sont en train de faire une partie de ce travail. Les résultats de ces études devraient enrichir les futures négociations sur l'agriculture.

L'insistance des Etats-Unis et de l'Union européenne de poursuivre leurs intérêts propres plutôt que de réformer le système à la lumière de ces études d'impact est peu sincère et ne devrait pas être acceptée. Les pays africains doivent être des participants actifs aux négociations sur l'agriculture. Le secteur reste d'une importance capitale pour eux et pour une grande partie de leurs populations.

Les pays en développement peuvent certes dépenser beaucoup plus et tirer davantage de richesse de leur production, mais le secteur reste toutefois marginal en terme de nombre de personnes qu'il affecte.

L'agriculture est réellement multifonctionnelle, et a beaucoup plus d'importance sur les plans culturel, environnemental, social et économique dans la majeure partie de ces pays que dans les pays développés qui prônent la multifonctionnalité. Les règles commerciales devraient refléter cette réalité et garantir que les pays développés ne favorisent pas des pratiques qui nuisent au potentiel de développement des pays du Sud.

L'échec de Seattle a donné un moment de répit à ceux qui soutiennent que l'Accord sur l'agriculture nécessite des réformes sérieuses. Il reste beaucoup à faire pour renforcer la capacité d'analyse des pays, affiner leurs propositions et développer leurs compétences en matière de négociation – c'est maintenant qu'il faut agir.

Sophia Murphy travaille à l'«Institute for Agriculture and Trade Policy», à Minneapolis aux Etats-Unis

Echec de la troisième Conférence ministérielle de l'OMC (suite de la page 6)

cains ont également diffusé une déclaration non signée protestant contre la façon dont la Conférence était menée.

Pris de panique, le Département d'Etat américain a alors envoyé ses négociateurs les plus expérimentés pour apaiser les Africains. Ceux-ci ont tenté de coopter le Ministre de l'industrie du Zimbabwe (identifié alors comme étant le principal porte-parole du groupe africain) en lui proposant de considérer un projet de déclaration qui serait satisfaisant pour les Africains. Ce fut le premier effort sérieux des Etats-Unis pour intégrer les Africains. Mais, le Ministre du Zimbabwe ne s'est pas laissé persuader, et a refusé de se joindre aux consultations de la «chambre verte» (green room). Celles-ci n'ont pas pu déboucher sur un consensus et la Présidente, Mme Barshefsky a dû reconnaître sa défaite.

Comment le processus avance-t-il à présent ?

Les négociations retournent à Genève, où les ambassadeurs des pays Membres auprès de l'OMC continueront à négocier un projet de déclaration. Il est peu probable qu'une autre Conférence à part entière ait lieu avant six mois. Après avoir perdu une bataille, il est vraisemblable que les grandes puissances prépareront le terrain avant d'organiser une nouvelle conférence.

Nous assisterons probablement à la mise en œuvre d'une politique de la carotte et du bâton envers les pays en développement. Ceux qui seront faciles à coopter recevront des rétributions tangibles alors que ceux qui le seront moins se verront certainement de plus en plus isolés. A Seattle, les pays de l'OUA ont pu présenter un front uni sur la question du processus, dans un moment de colère. Mais ils seront probablement à nouveau divisés lorsque les questions de fond reviendront au premier plan. Il en sera vraisemblablement de même pour les pays latino-américains et des Caraïbes.

Dans le même temps, les détenteurs du pouvoir, essentiellement les Etats-Unis et l'Union européenne, chercheront à aplanir leurs divergences de façon beaucoup plus sérieuse. Ils se sont rendu compte que lorsqu'ils se querellent, les nations prolétaires du monde s'unissent pour se révolter. A Genève, les discussions se poursuivront. Toujours en coulisses, mais beaucoup plus discrètement et secrètement qu'auparavant. Ce n'est qu'après s'être mis d'accord sur les questions majeures qu'ils élargiront les discussions aux pays en développement. En d'autres termes l'expérience, de Seattle ne mènera pas à une démocratisation immédiate de l'OMC. Les principaux acteurs y ont beaucoup trop à perdre.

Dans un tel contexte, les forces progressistes devraient poursuivre et intensifier le travail qu'ils sont en train d'accomplir. Cinq niveaux d'action pourraient être proposés à ce stade.

Tout d'abord, il est nécessaire d'approfondir le travail analytique et éducatif sur les principales questions négociées à Genève, telles que l'agriculture, les services, l'investissement, la concurrence, les marchés publics, l'environnement et les normes du travail.

En second lieu, il convient de nouer des alliances entre les nations et les peuples. A Genève, les négociations impliqueront des représentants du commerce de différents pays. Le «like minded group»

(suite à la page 23)

L'Union européenne change de point de vue

Les négociations agricoles commenceront le 23 mars, mais aucun changement majeur n'est à prévoir à court terme. En effet, même si un accord sur l'agriculture était sur le point d'être conclu à Seattle, l'UE a entre-temps complètement changé de point de vue et a rejeté la proposition des Etats-Unis, considérant que ce texte devrait être, pour le moment, mis en attente.

Les négociations devront à nouveau recommencer à partir de l'Article 20. De même, toute la question sur la mise en œuvre, qui inclut de très importantes questions agricoles, est également en suspens. Les pays développés pensent que ces questions devraient être abordées dans le cadre de négociations globales, quel qu'en soit le point de départ, alors que les pays en développement insistent sur le fait qu'elles méritent une considération immédiate.

CNUCED X: Extraits de la Déclaration de Bangkok ... (suite de la page 3)

ment, prendre en compte la tendance à la baisse de l'aide officielle au développement (AOD) ainsi que son utilisation effective ; entreprendre des réformes institutionnelles ; réduire la volatilité financière ; et rehausser les capacités technologiques des pays en développement. (...). Dans un monde de plus en plus fortement axé sur le savoir, l'appui à un développement fondé sur le savoir est nécessaire pour une participation effective des pays en développement à l'économie mondiale.(...).

- La Conférence de Bangkok a tout particulièrement mis l'accent sur la nécessité d'accroître la cohérence des politiques au niveau national et international. Il devrait y avoir une complémentarité entre les politiques macro-économiques et sectorielles au niveau national et entre les politiques aux niveaux national et international.(...).

- De nombreux pays rencontrent des difficultés pour faire face à la concurrence accrue et n'ont pas la capacité de profiter des opportunités entraînées par la mondialisation. Ceci nécessite un effort déterminant en faveur des ceux qui risquent d'être marginalisés. A cet égard, l'Afrique, qui a autant de potentiel que n'importe quelle autre région, devrait bénéficier d'une attention spéciale. Pour la communauté internationale, tout comme pour toute autre société nationale, le test ultime se trouve dans la façon dont elle traite les membres les plus faibles de la communauté. (...)

- La solidarité, ainsi qu'un sentiment fort de responsabilité morale, doivent être le phare de la politique nationale et internationale. Ce ne sont pas uniquement des impératifs éthiques, mais aussi des conditions préalables pour un monde prospère, pacifique et sûr, fondé sur un partenariat véritable. Ce partenariat nécessite des arrangements institutionnels plus globaux, plus transparents et plus participatifs pour la prise de décision économique internationale (...).

- La Conférence met l'accent sur l'engagement pour un système commercial multilatéral qui soit juste, équitable et fondé sur des règles et qui opèrent de façon transparente et non discriminatoire, et de manière à fournir des avantages à tous les pays, en particulier aux pays en développement. Ceci implique, entre autres, l'amélioration de l'accès aux marchés pour les biens et les services ayant un intérêt particulier pour les pays en développement, la résolution des questions relatives à la mise en œuvre des accords de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), la pleine mise en œuvre du traitement spécial et différencié, la facilitation de l'accès à l'OMC, et la fourniture d'une assistance technique. (...). Une nouvelle série de négociations commerciales multilatérales devrait prendre en compte la dimension du développement. (...). La Conférence met l'accent sur le rôle et la contribution de l'intégration régionale dans ce processus.

- En tant que point focal au sein du système des Nations Unies pour le traitement intégré du développement et des questions connexes dans les domaines du commerce, de la finance, de l'investissement, de la technologie et du développement durable, la CNUCED doit apporter une contribution substantielle dans la réalisation des objectifs de développement. Elle doit également jouer un rôle actif en vue de susciter un consensus autour de questions bien définies relatives au commerce et au développement.

Déclaration des ONG à la CNUCED X (suite de la page 4)

indépendante des nouvelles propositions dans des domaines tels que le travail, la finance, l'investissement, les marchés public et la concurrence, en s'appuyant sur son travail en cours, tel que celui du *Rapport sur le commerce et le développement (RCD)*.

- S'assurer que son travail sur l'investissement étranger direct (IED), les entreprises transnationales et les flux financiers, particulièrement le *Rapport sur l'investissement mondial*, est plus indépendant et plus critique que l'impact de l'IED sur le développement, et plus cohérent dans le travail analytique dans d'autres domaines tels que le RCD.

- Aborder avec une extrême prudence les propositions visant tout accord d'investissement multilatéral, régional ou bilatéral, compte tenu de l'impact souvent négatif de l'IED et d'autres formes de flux de capitaux sur le bien-être des populations, la souveraineté nationale et le développement.

- Eduquer ses Etats Membres et les encourager à élaborer une politique et des lois antitrust nationales qui serviraient à renforcer les capacités des petites et moyennes entreprises (PME) et à protéger les consommateurs contre la puissance commerciale excessive des entreprises transnationales.

- Promouvoir l'amélioration de la gestion et de la transparence des entreprises en encourageant le recours à des normes acceptables en matière de comptabilité, d'audit et d'établissement de rapports financiers, environnementaux, sociaux et éthiques ; en outre, appeler les gouvernements Membres à adopter des mesures effectives contre la corruption.

- Prendre en compte les déséquilibres et les inégalités des accords commerciaux existants, ainsi que les problèmes relatifs à la mise en œuvre de ces accords, afin de réaliser les meilleures options pour les besoins sociaux et en matière de développement des populations des pays en développement.

- Surveiller la compatibilité des accords commerciaux avec d'autres obligations contractées par les gouvernements au titre de traités des Nations-Unies, notamment sur les droits humains, l'environnement, les femmes et le travail.

- Etablir un Groupe intergouvernemental d'experts pour débattre de questions relatives à la politique de consommation.

- Mener un audit sur les origines des dettes financières des pays en développement et une étude parallèle de la dette sociale et écologique, historique et contemporaine que le Nord doit au Sud.

- Encourager ses Etats Membres à soumettre à la Cour internationale de justice une demande formelle d'avis consultatif sur la légalité des dettes extérieures des pays en développement.

De plus, la CNUCED pourrait développer des partenariats dynamiques avec les organisations de la société civile (...), notamment en favorisant les débats publics et parlementaires sur ses propositions politiques. Ceci pourrait être une composante majeure de la démocratisation de la gouvernance économique (...) et contribuerait à rendre les ministres du commerce et des finances responsables vis-à-vis des objectifs de développement social plus larges que la politique économique devrait servir.

Echec de la troisième Conférence ministérielle de l'OMC (suite de la page 21)

a fait un travail solide en établissant une sorte de politique commune face aux tentatives des grandes puissances visant à exclure les pays en développement du processus de négociations. Ce type d'alliance et d'action concrète a besoin d'être renforcé.

Le troisième niveau d'action concerne l'approfondissement de la discussion idéologique et théorique. Seattle a été un revers, non seulement pour l'OMC, mais également pour l'ensemble du processus de libéralisation et de mondialisation. Les « experts » du Nord continueront à soutenir que la croissance dans les pays en développement est un produit du capital privé, et que ces pays doivent créer les conditions « propices » pour attirer les capitaux étrangers. Ceci implique la mise en place de bonnes politiques économiques et d'un système de bonne gouvernance.

Les forces progressistes doivent continuer à soutenir que la démocratie et la bonne gouvernance font partie de leur agenda et non de celui des donateurs ; que le développement est un produit du travail, des ressources naturelles ainsi que du capital ; que les bonnes politiques doivent être fondées sur l'équité et la redistribution des richesses et pas simplement se limiter à attirer les capitaux étrangers, et finalement qu'un processus de mondialisation sans entrave et uniquement axé sur le capital n'est pas acceptable pour le Sud.

Le quatrième niveau d'action consiste à mobiliser un appui de base. Dans les pays en développement, les populations sont essentiellement prolétaires, mais les cercles dirigeants appartiennent à une élite mondiale et sont susceptibles de compromettre les intérêts nationaux quand ils sont contraints ou corrompus par les grandes puissances. Le prix à payer pour maintenir une démocratie durable est une vigilance de tout instant de la part des communautés et de leurs dirigeants. Dans les pays développés, on assiste à la montée d'un sentiment fort en faveur d'une justice accrue pour les pays en développement, pour la protection de l'environnement et la défense de la femme et des enfants. Tous ont vu leur situation empirer sous la domination des entreprises multinationales et suite au processus de mondialisation.

Aux Etats-Unis, les syndicats ont défilé en faveur de l'intégration des normes du travail au sein de l'OMC. Il convient de mieux les inclure dans le dialogue sur le processus de globalisation. Finalement, beaucoup d'efforts restent à faire au niveau institutionnel, notamment sur le plan régional, y compris au sein de la SADC (Southern African Development Community) en Afrique australe et de l'OUA à l'échelle continentale. Comme nous l'avons vu, l'unité de l'OUA à Seattle résultait de facteurs essentiellement conjoncturels et il est probable qu'elle retourne à sa passivité habituelle.

Par ailleurs, la SADC est déjà bien divisée suite à l'alliance de l'Afrique du Sud avec les grandes puissances mondiales plutôt qu'avec le reste des membres de la Communauté. Il reste donc beaucoup à faire pour renforcer la capacité institutionnelle des organisations africaines, et protéger les intérêts de l'Afrique plutôt que ceux des entreprises mondiales ou de leurs agents locaux. Les défis sont nombreux. Toutefois, l'expérience de Seattle a démontré que ces défis pouvaient être relevés. L'impossible devient possible.

Yash Tandon est Directeur de SEATINI. Cet article est tiré du bulletin SEATINI VOL 2 n°15 - Décembre 1999.

PASSERELLES

entre le commerce et le développement durable

BRIDGES/PUENTES/PASSERELLES

visent à fournir des informations et des analyses sur les relations entre le commerce et le développement durable afin de favoriser la participation d'un nombre croissant d'acteurs dans les débats internationaux. ICTSD et ses partenaires remercient la John D. et Catherine T. MacArthur Foundation pour l'appui qu'elle fournit à la publication de Passerelles et de Puentes.



BRIDGES Between Trade and Sustainable development est publié mensuellement par le Centre international pour le commerce et le développement durable.

Directeur Exécutif : Ricardo Meléndez-Ortiz

Chargée de publication : Anja Halle

Rédactrice associée: Caroline Dommen

Adresse: 13 chemin des Anémones

1219 Genève, Suisse

Tél: (41-22) 917-8492

Fax: (41-22) 917-8093

E-mail: ictsd@ictsd.ch



PUENTES Entre el Comercio y el Desarrollo Sostenible, l'édition Latino-américaine de *BRIDGES*, est publiée tous les deux mois en collaboration avec Fundación Futuro Latinoamericano.

Coordinateur: Nicolas Lucas

Chargée de publication: Mariá Amparo Albán

Adresse: Casilla 17-17-558

Quito, Ecuador

Tél: (593-2) 451-822/463-503

Fax: (593-2) 456-521

E-mail: ffla1@fulano.org.ec



enda-tiers monde

PASSERELLES entre le commerce et le développement durable, l'édition en français de *BRIDGES* est publiée tous les deux mois par ICTSD et ENDA-Tiers Monde.

Secrétaire Exécutif: Jacques Bugnicourt.

Secrétaire Exécutif adjoint à l'International : Youba Sokona.

Responsable de publication:

Taoufik Ben Abdallah

Rédactrices : Awa Thiaw, Seynabou Mbodj

Adresse: B.P. 3370 Dakar, Senegal

Tél: (221) 821-70-37

Fax: (221) 822-2695

E-mail: syspro2@enda.sn

Web: <http://www.enda.sn>

Les opinions exprimées dans les articles publiés dans *BRIDGES*, *PUENTES* et *PASSERELLES* sont celles de leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement les positions de ICTSD, FUNDACION FUTURO Latinoamericano et ENDA-Tiers Monde. Des extraits de ces articles peuvent être utilisés dans un but non commercial par d'autres publications à la condition d'en citer l'origine et les auteurs.

SITE WEB ICTSD : <http://www.ictsd.org>. *BRIDGES*, *PUENTES* et *PASSERELLES* sont disponibles sur le site internet de ICTSD en format pdf et html. ***BRIDGES Weekly Trade News Digest***

Si vous désirez vous abonner à la revue hebdomadaire des nouvelles sur le commerce, l'environnement et le développement de ICTSD, envoyez un courrier électronique à : Majordomo@igc.apc.org. Ne remplissez pas la ligne objet. Dans le corps du texte, mentionnez: subscribe tradedev. La revue est aussi disponible sur le site internet de ICTSD. Pour l'obtenir par fax ou par courrier électronique, contactez ICTSD.

Toutes les réunions de l'OMC ont lieu à Genève. Les dates peuvent changer. Veuillez contacter l'OMC pour confirmation.
Internet : <http://www.wto.org>. Tous les numéros de téléphone et de Fax de l'OMC commencent par (41-22) 739-
Seuls les numéros de postes sont donnés dans ce document.

Réunions en mars et avril

1 mars	Organe d'examen des politiques commerciales de l'OMC. Tanzanie. Contact: Clemens Boonekamp, Tél: 5226, Fax 5765
5-8 mars	3 rd Meeting of the Mediterranean Development Forum (MDF). Caïre, Egypte. Contact: Mr Tudor Lomas, Jemstone network, Tél: (962-6) 585-3025, E-mail: mdf@jemstone.net , http://www.jemstone.net
6-8 mars	International Experts Meeting on Sustainability. Assessment of Trade Liberalisation. Organisé par World Wide Fund for nature (WWF) en collaboration avec Fundacion Futuro latino Americano. Contact: Mireille Perrin, WWF, International Trade and Investment Unit; Tél: (41-22) 364-9026, Fax: 364-8219, E-mail: mperrin@wwfnet.org
6-10 mars	Groupes d'experts des spécifications, critères d'homologation et normes d'application des pesticides et du principe de l'information et du consentement préalables. FAO. Rome, Italie. Contact: Vaagt, G, E-mail: Gero.Vaagt@fao.org , Code de la réunion: AGP-717 16
13-15 mars	Organe de supervision des textiles de l'OMC. Contact: J.-P. Lapalme, Tél: 5223, Fax: 5765
14-17 mars	Groupe de travail intergouvernemental spécial du Codex sur les aliments dérivés des biotechnologies. FAO. Chiba, Japon. Contact: Randell, AW, E-mail: Alan.Randell@fao.org , Code de la réunion: CX-802
15-16 mars	Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires de l'OMC. Contact: Gretchen Stanton, Tél: 5086, Fax: 5760
16-22 mars	Second World Water Forum and Ministerial Conference. Hagues, Pays-Bas. Contact: Second World Water Forum, c/o Ministry of Foreign Affairs (DML/PS), P.O.Box 2006, 2500 EB, The Hague, The Netherlands, Tél:(31-70) 348-5402, Fax: 348-6792, E-mail: secretariat@worldwaterforum.org , http://www.worldwaterforum.org/information.html
20-23 mars	Assemblée Paritaire ACP-UE : 30 ^{ème} Session. Abuja, Nigeria. Contact : Sam Biesemans, E-mail : sbiesemans@clong.be
21-22 mars	Conseil des aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce de l'OMC. Contact: Matthijs Geuzen Tél: 5418, Fax: 5790
23-27 mars	Réunion des ONG Africaines sur la mise en oeuvre de la Convention de Lomé. Cotonou - Bénin. Contact : Muthoni Muriu, ENDA tiers-monde, Tél: 221-821 70 37, E-mail: Syspro@enda.sn
27-31 mars	Third SEATINI workshop, Harare, Zimbabwe. Contact: Secrétariat SEATINI, E-mail: seatini.zw@undp.org
2-3 avril	Sommet Afrique Europe. Caïre, Egypte. Contact: Secrétariat ACP, Bruxelles - OUA - Addis-Abeba

Publications et Ressources

Bond Patrick. Globalization, pharmaceutical pricing and South African health policy: managing confrontation with U.S. firms and politicians. Internal journal of health services. Disponible sur le site web de Alternative Information and Development Centre (AIDC), www.aidc.org.za. Pour plus d'information contacter: info@aidc.org.za

Bourke I. J., Leitch Jeannette. Trade Restrictions and Their Impact on International Trade and Forestry Products. 1998. FAO. Rome

CIRAD-TERA. Les cahiers de la recherche et développement, n°45 –1999. Cirad-tera, BP 5035, 34032 Montpellier Cedex 1, France, ISSN 0760 – 579X, E-mail: librarie@cirad.fr

CNUCED. Future Multilateral Trade Negotiations: the handbook for trade negotiators from Least Developed Countries. CNUCED, New York, Genève.

Collectif Stratégies Alimentaires. L'organisation Mondiale du Commerce et l'agriculture: la souveraineté alimentaire menacée par les accords commerciaux. 1999. CSA, Boulevard Léopold II, 184 D 1080 Bruxelles, Tél: +32 2 412 0660, Fax: +32 2 412 0666, E-mail: csa@skynet.be

Commission économique pour l'Afrique. La CEA et l'Afrique: Accélérer le développement d'un continent. 1999. CEA. E-mail: ecainfo@un.org, <http://www.un.org/depts/eca>

Commission économique pour l'Afrique. Rapport économique sur l'Afrique: le défi de la réduction de la pauvreté et de la viabilité. 1999. CEA. <http://www.un.org/depts/eca/divis/index.htm>

Confédération internationale des syndicats libres (CISL). Ancrer les Droits Fondamentaux des Travailleurs dans l'Economie Mondiale 1999. CISL, Bld Emile Jacqmain, 155 B-1210 Bruxelles. Tél: (32 2)224.02.11, Fax: (32 2) 210.58.15 – 203.07.56, E-mail: internetpo@icftu.org, <http://www.icftu.org>

Consumer Unity and Trust Society. (CUTS), FDI, Mega-mergers and Strategic alliances: is global competition accelerating development or heading towards world monopolies. CUTS, D-218, Bhaskar Marg, Bani Park, Jaipur 302 016, India. Tél: 91.141.202940/205802, E-mail: cutsjpr@jp1.dot.net.in, <http://www.cuts-india.org>

Consumer Unity and Trust Society (CUTS). Trade, Labour, Global Competition and the Social Clause. 1999. CUTS, D-218, Bhaskar Marg, Bani Park, Jaipur 302 016, India. Tél: 91.141.202940/205802, E-mail: cutsjpr@jp1.dot.net.in, <http://www.cuts-india.org>

Deere Carolyne. Etiquetage Ecologique et Pêche Durables. 1999. IUCN et FA. Contact IUCN Publication Service Unit 219c Huntington Road, Cambridge, CB3 0DL UK. Tél: +44 1223 227 894, Fax: +44 1223 277 175, <http://www.iucn.org>

ICTSD. Accreditation Schemes and other Arrangements for Public Participation in International Fora – A contribution to the debate on WTO and Transparency. 1999. ICTSD, 13 Ch. des Anémones, 1219 Genève, Tél: +41 22 917 8492, Fax: +41 22 917 8093, E-mail: ictsd@ictsd.ch, <http://www.ictsd.org>

Mkandawire Thandika, Soludo Charles. Notre continent, Notre futur: perspectives africaines sur l'ajustement structurel. Codesria, Africa world press et IDR, 1999.

Solagral. Les enjeux des négociations multilatérales pour les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique. Solagral, 45 bis avenue de la Belle Gabrielle, 94736 Nogent sur Marne Cedex, Tél: 01.43.94.73.33, E-mail: solagral@solagral.asso.fr

SOS Faim, Défis Sud. Les enjeux de l'agriculture au 21^{ème} siècle. SOS Faim, rue aux laines, 4 B –1000 Bruxelles, Belgique, telefax: 32 (2) 514 47 77, E-mail: info@sosfaim.be